

LE COURRIER

140 ans
1868 - 2008

L'essentiel, autrement.

SUISSE

Nucléaire: les mises au point de M. Leuenberger

Alors que la demande d'autorisation déposée par le groupe Atel pour une nouvelle centrale a relancé le débat autour du nucléaire, Moritz Leuenberger rappelle que «le Conseil fédéral avait encouragé les entreprises à déposer une telle demande». Le conseiller fédéral confie que la possibilité d'accélérer la procédure a même été examinée. «Nous allons aussi vite que possible», affirme-t-il. page 11

GENÈVE

Les députés votent l'audit sur les bavures en prison

Rédigé à la demande de la commission des visiteurs officiels, le rapport d'experts sur les conditions de détention ayant cours dans les prisons genevoises se révèle particulièrement alarmant. Vendredi soir, au Grand Conseil, les députés ont voté la majorité des conclusions de cette expertise et réclamé à l'exécutif de sévir contre les bavures en prison. Un vote accompagné de recommandations très précises. page 3

INTERNATIONAL

Face à l'Iran, Washington, Paris et Londres font bloc

George W. Bush a achevé hier en Grande-Bretagne sa tournée d'adieux en Europe. L'occasion de rallier des soutiens contre le programme nucléaire iranien et d'évoquer l'Irak. A Londres, le 10, Downing Street a démenti toute divergence de vue tandis qu'à Paris, samedi, MM. Bush et Sarkozy ont demandé à la Syrie de se désolidariser de l'Iran et de devenir une «force constructive» au Moyen-Orient. page 7

GROS PLAN

Les archives du procès d'Imre Nagy dévoilées

Le 16 juin 1958, Imre Nagy, le chef du gouvernement révolutionnaire hongrois, et quatre compagnons étaient exécutés par les Soviétiques après un simulacre de procès secret. Cinquante ans après, les archives sonores de cette parodie de justice ont été diffusées pour la première fois. Les ex-insurgés qui ont vécu les événements de 1956 saluent cette initiative ressentie comme un soulagement. page 12

SUISSE

pages 4/5

CINÉMAS

page 8

RADIO-TÉLÉVISION

page 10

INTERNATIONAL

Le spectre de la guerre plane dans le ciel d'un Zimbabwe exsangue

A moins de deux semaines du second tour de la présidentielle, le président Mugabe a juré lors d'un meeting que l'opposition, victorieuse au premier tour, ne dirigerait jamais le pays de son vivant. Jeudi dernier, lors d'une réunion du Conseil de sécurité, le responsable

des Affaires humanitaires à l'ONU a qualifié la situation de «très inquiétante et qui se détériore». Les activités de toutes les ONG, y compris celles qui distribuent l'aide alimentaire dont dépend un quart de la population, ont été suspendues par le régime. page 7

ACTUEL

Marie-Monique Robin, grain de sable dans la mécanique Monsanto page 2



Dans son enquête intitulée *Le Monde selon Monsanto*, Marie-Monique Robin détaille les méthodes de la firme étasunienne pour imposer ses OGM sur la planète. **Keystone**



Un pavé dans la mare transgénique de Monsanto

INTERVIEW • Mensonges, collusions, manipulations: la firme américaine impose les OGM comme elle l'a fait pour d'autres produits toxiques, révèle Marie-Monique Robin dans une enquête qui fait le tour du monde.

PROPOS RECUEILLIS PAR

RACHAD ARMANIOS

Elle est fatiguée Marie-Monique Robin. Depuis que son film et son livre, tous deux intitulés *Le Monde selon Monsanto*, sont sortis il y a trois mois, elle court après son succès planétaire. De conférence en conférence, elle promet une impressionnante enquête consacrée à cette firme américaine qui impose à la planète les plantes transgéniques. La semaine passée, à Genève, elle intervenait dans le cadre du Conseil des droits de l'homme à l'invitation du Centre Europe-Tiers Monde.

Lauréate du Prix Albert Londres 1995, cette fille d'agriculteurs a opéré un retour aux sources. C'est pour les paysans, dit-elle, qu'elle a plongé durant trois ans dans l'univers clos de Monsanto. Elle raconte comment cette multinationale a bâti sa fortune sur le mensonge, les tentatives de corruption et le déni en vendant des produits hautement toxiques qui finiront presque tous par être interdits après de longs procès: dioxine, PCB, agent orange, hormone de croissance laitière et bovine.

Convertie en leader mondial des semences, l'entreprise n'a pas changé de méthodes dans son plan pour devenir le «Microsoft de l'alimentaire». Implantée dans quarante-six pays, la firme de Saint-Louis emploie 17 500 salariés et présentait en 2007 un chiffre d'affaires de 7,5 milliards de dollars. Entretien.

La crise alimentaire sévit aux quatre coins du globe. Les OGM (organismes génétiquement modifiés) sont-ils, comme l'affirme Monsanto, la solution à la faim dans le monde?

Marie-Monique Robin: Mon livre et mon film ne sont pas contre les OGM en général, mais contre ceux qui existent dans les champs. Or ils appar-

tiennent à 90% à Monsanto. Ces OGM ne sont pas la solution à la faim dans le monde mais en sont une des causes puisqu'ils entravent la sécurité alimentaire et détruisent la biodiversité. Le modèle OGM conduit à la concentration des terres et à l'expansion des monocultures qui signifient la disparition des petits paysans. En Argentine, des pools d'investisseurs sont prêts à tout – corruption, déforestation – pour acheter des centaines de milliers d'hectares et y cultiver du soja. Dans ces monocultures, on a besoin d'une seule personne pour gérer 500 hectares. C'est l'exode rural assuré. Quand ils n'ont pas les moyens de s'insérer dans ce modèle, les petits paysans doivent abandonner leurs cultures vivrières – celles qui nourrissent la population – détruites à cause des épanchages d'herbicide par avion. Après trois ou quatre ans d'arrosage intensif d'herbicide dans les monocultures, les sols sont abandonnés à l'état de désert.

Monsanto a-t-elle rompu avec son passé que vous qualifiez d'irresponsable?

Non. Premier semencier mondial, elle est toujours une entreprise chimique. Si elle produit des OGM, c'est pour vendre ses herbicides: 70% des OGM dans le monde ont été manipulés pour résister aux épandages de son herbicide Roundup – un produit nocif pour l'environnement, toxique, cancérigène et perturbateur endocrinien. Or pour cultiver du soja Roundup ready (résistant au Roundup), il faut signer un contrat en s'engageant à ne pas ressemer une partie de la récolte sous peine de procès, ce qui conduit à devoir racheter chaque année les semences de la firme. Une «police des gènes» traque les contrevenants. L'autre obligation est d'utiliser l'herbicide Roundup et non un

générique utilisant la substance active – glyphosate – tombée dans le domaine public depuis 2000. Le projet totalisant de Monsanto est de s'emparer de la chaîne alimentaire puisque les semences en sont le premier maillon.

La façon d'imposer ses OGM sur le marché ressemble-t-elle à ce qui s'est passé avec d'autres de ses produits?

On observe les mêmes pratiques utilisées auparavant pour défendre la dioxine, les PCB, l'hormone de croissance bovine ou l'agent orange – ces produits sur lesquels la firme avait menti, manipulé et caché des données, se sont avérés hautement toxiques et sont aujourd'hui interdits. Outre les pressions sur les scientifiques, fonctionnaires ou journalistes qui ont enquêté sur les OGM, on observe une collusion entre la firme et l'administration. L'exemple le plus frappant est la façon dont la Food and Drug Administration (FDA), une agence de réglementation américaine, a publié un semblant de réglementation sur les OGM en 1992. Celui qui a signé ce texte est Michael Taylor. Alors numéro deux de la FDA, cet ancien avocat de Monsanto deviendra ensuite le vice-président de Monsanto.

Ce «semblant de réglementation» se fonde sur le principe «d'équivalence en substance». Que vaut-il?

Rien du tout. Le pire c'est que ce principe fonde toute la réglementation internationale sur les OGM. Il a aussi été repris par l'OMS, la FAO et l'OCDE. On part du principe qu'un OGM est équivalent à la plante conventionnelle dont il est issu. Ce qui justifie de ne pas effectuer de tests toxicologiques et de refuser, en Amérique du Nord, un étiquetage spécifique. Or ce principe n'a aucune base scientifique. Il relève d'une décision politique, comme me l'a



Marie-Monique Robin indique avoir anticipé une éventuelle riposte judiciaire de Monsanto. «Une attaque me ferait encore plus de publicité», assure-t-elle. J.-P. DI SILVESTRO

confié James Maryanski, qui occupait un poste-clé à la FDA de 1985 à 2006. Dans le contexte de l'administration républicaine de Reagan et Bush (senior), il fallait favoriser l'industrie américaine en limitant au maximum les «entraves bureaucratiques», notamment les lourds tests toxicologiques.

L'administration républicaine veut déréglementer, mais Monsanto lui demande tout de même une réglementation sur les OGM?

Monsanto avait déjà eu un certain nombre de «casserolles». Elle savait qu'elle ne pourrait mettre sur le marché les OGM en demandant au public de lui faire confiance les yeux fermés. Elle a donc demandé à la Maison-Blanche une réglementation, de façon à pouvoir s'abriter derrière la FDA au cas où cela tournerait mal. Cela a été la tâche de Michael Taylor, qui a signé ce texte contre lequel de nombreux scientifiques de l'agence étaient opposés.

L'assaut mondial des OGM à partir des Etats-Unis s'est donc fait sans leur non-toxicité soit vérifiée? Exactement. Au contraire, quand par exemple le biochi-

miste écossais Arpad Pustai, alors favorable aux OGM, veut démontrer avec une étude rigoureuse qu'ils sont sans risque, il réalise que ses rats nourris avec des pommes de terre transgéniques ont des problèmes. Il demande à poursuivre la recherche, mais on le licencie, et son équipe est démantelée. On a découvert que, pour faire stopper ces travaux, le PDG de Monsanto avait appelé Bill Clinton, qui avait lui-même téléphoné à Tony Blair, qui avait contacté le directeur de l'institut où travaillait Pustai...

Votre enquête souligne le rôle des whistleblowers, ces lanceurs d'alerte qui se battent pour que la vérité se fasse et en paient le prix fort.

J'en ai rencontré beaucoup. Ces gens, des scientifiques, fonctionnaires ou journalistes, sont très meurtris, car en général ils ont une très haute conception de leur travail. Des décennies après les faits, ils évoquent leur descente aux enfers avec des larmes dans la voix. Je me souviens d'un vétérinaire de la FDA, Richard Burroughs, qui a été viré pour «incompétence»

après avoir alerté sa hiérarchie sur les dangers de l'hormone transgénique de croissance bovine de Monsanto.

Vous-même, craignez-vous une riposte judiciaire?

Le livre et le film ont été vus et revus par un avocat. Le livre est traduit dans neuf langues, le film sort dans vingt pays. Partout on en remet une couche avec des avocats. Mais c'est béton. En plus, ce qui n'était pas prévu, c'est l'écho absolument incroyable rencontré sur internet et l'énorme succès de mon enquête. Une attaque me ferait encore plus de publicité. Ce «buzz» international me rassure aussi dans la mesure où, dans certains pays, je cours des risques. Au Brésil, on engage un tueur à gages pour cinquante dollars.

Comment a réagi Monsanto, qui avait refusé de répondre à vos demandes d'interview?

Elle a annoncé sur son site internet qu'elle ne communiquerait ni sur mon film ni sur mon livre. «Qui ne dit mot consent», en a conclu *Le Monde* (rire). I

Le Monde selon Monsanto, ARTE éditions/La Découverte, 372 pp.

«La solution vient des consommateurs»

Le projet de Monsanto est «totalisant», dites-vous?

Fille d'agriculteurs, je comprends parfaitement que les paysans, qui ont de la peine à survivre, tombent dans le panneau quand on leur vend un miracle. On leur promet que le maïs Bt leur fera consommer moins d'insecticide, mais c'est rapidement le contraire qui se produit. C'est pour les paysans que j'ai dressé le bilan de dix ans de cultures OGM dans ce laboratoire à ciel ouvert que sont l'Amérique du Nord et du Sud. On a la chance en Europe de bénéficier de ce bilan catastrophique sur les plans économique, social et environnemental: les mauvaises herbes sont devenues résis-

tantes au Roundup, il faut donc des pesticides toujours plus puissants; pour les plantes Bt, les premières études aux USA montrent que les insectes sont devenus résistants. Cette logique industrielle a pour seul but le brevetage des semences, qui garantissent la mainmise sur ce marché. C'est tellement vrai que Monsanto, qui avait une division pharmaceutique très performante, l'a vendue pour financer son programme d'acquisition mondial de firmes semencières afin d'imposer ses OGM dans le monde. Aux Etats-Unis, Monsanto est soupçonnée d'avoir violé la loi antitrust. Il peut lui arriver la même chose qu'à Microsoft. Ce qui est piquant puisque Monsanto a

toujours dit vouloir devenir le Microsoft de l'alimentaire.

En Inde, vous avez observé la ruine des petits paysans qui conduit à de nombreux suicides.

J'ai filmé au Maharashtra les funérailles d'un jeune qui s'était suicidé trois jours auparavant en buvant un litre de pesticide, comme pour symboliser que c'est ce produit qui mène à la mort des paysans. Il y a en moyenne trois suicides quotidiens de paysans dans cette région. En plus de se ruiner en achetant toujours plus de pesticides, ils doivent payer des semences transgéniques hors de prix, qui, après la première année, ont un mauvais rendement.

C'est la ruine. Les paysans jurent qu'ils n'achèteront plus de coton Bt. Mais comme Monsanto a racheté toutes les compagnies semencières de coton du pays en y imposant ses OGM, il est très difficile de trouver d'autres semences.

Quelles sont les perspectives de résistance?

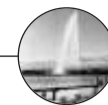
J'ai constaté partout de la résistance. Mais la tendance est à la criminaliser. Au Paraguay, on assassine des militants. En Inde, il y a des arrestations régulières. En France, on a créé le délit de fauchage contre le mouvement des «Fauçonniers volontaires».

En Amérique du Nord, on se bat pour l'étiquetage des produits OGM.

Un combat clé, car il est clair que le jour où cette barrière tombera, ce sera la fin des OGM: pourquoi risquer de consommer une huile issue de grains arrosés de Roundup s'il y a une alternative? Partout, la demande de produits bio augmente. La solution vient des consommateurs.

N'est-il pas trop tard?

En Europe, seule l'Espagne a des cultures OGM. Mais, au Canada, où le colza Roundup ready a été introduit en 1997, tout est aujourd'hui contaminé par la pollution génétique. Pour revenir à la situation antérieure, il faudrait tout arracher et attendre quinze ans avant de replanter. RA



L'exécutif prié de sévir contre les bavures en prison

GRAND CONSEIL • Les députés ont voté la majorité des conclusions du rapport d'experts sur les conditions de détention à Champ-Dollon mais avec des demandes précises.



Le rapport des experts sur les bavures à Champ-Dollon fait état de pratiques comme celle du racket sur certains prisonniers. KEYSTONE

PHILIPPE BACH

Hâte-toi lentement? Vendredi, en fin de soirée, le Grand Conseil a renvoyé au Conseil d'Etat les conclusions que la commission des visiteurs officiels a tirées d'un rapport d'experts, rédigé à sa demande, sur les conditions de détention ayant cours dans les prisons genevoises.

Un audit qui faisait suite à une pétition des détenus. En effet, la surpopulation carcérale a transformé Champ-Dollon en poudrière, selon les termes de plusieurs députés qui se sont exprimés vendredi soir. Rappelons que Champ-Dollon a été le théâtre de quasi-émeutes en 2006 et 2007. La moyenne du nombre de détenus est passée de 143 en 1980, à 472 en 2006, avec cette même année des pointes pouvant aller jusqu'à 504 prisonniers.

Le rapport d'experts avait été rédigé par le professeur de droit

Christian-Nils Robert, le médecin Jean-Pierre Restellini et Barbara Bernath, responsable de l'Association pour la prévention de la torture.

Il avait mis en exergue des pratiques que l'on croyait inconnues sur sol genevois. Et qui étaient d'ailleurs davantage le fait de la police que des gardiens, ces derniers s'en tirant plutôt bien à la lecture de ce document. Les experts ont ainsi recueilli des témoignages faisant état du recours à la pratique dite du «submarino», consistant à plonger la tête d'une personne interpellée dans une poubelle remplie d'eau. Ou encore des pratiques de racket par la police sur certains prisonniers.

Un débat peu constructif

La commission des visiteurs officiels a fait siennes la plupart des recommandations de ce trio d'experts. Ainsi, pour ce qui est des allégations de mauvais traite-

ments, il est demandé au Conseil d'Etat de mettre en place une commission cantonale de surveillance des fonctionnaires d'autorité, «qui réponde aux critères d'unicité, d'indépendance, de mixité, d'accessibilité et d'efficacité, avec publicité des recommandations émises par cette nouvelle structure». Les actuelles enquêtes internes ne sont pas jugées efficaces. Plusieurs recommandations visent à améliorer la détection des bavures et à permettre de prouver ces allégations de mauvais traitements.

Les débats en plénière ont en revanche guère permis de progresser: les formations de gauche ont insisté sur le fait qu'une partie de la surpopulation de Champ-Dollon est due à des pratiques judiciaires qu'il conviendrait de faire évoluer. «Le taux moyen d'emprisonnement à Genève est plus élevé que celui de la moyenne suisse»,

relève ainsi Esther Alder, du parti des Verts. Pour elle, les juges refusent trop souvent la conditionnelle à des prévenus dont le dossier est en cours d'instruction.

Fronde des avocats

Cet argument a engendré une montée au filet des députés-avocats de droite prêts à en découdre pour sauver l'honneur de la magistrature. Selon eux, cette situation tiendrait au fait que les risques de fuite seraient plus élevés à Genève en raison de la présence d'une forte population étrangère.

A l'arrivée, le rapport rédigé par le libéral Renaud Gautier (lire entretien ci-contre) a été renvoyé au Conseil d'Etat, avec prière de mettre en œuvre un impressionnant train de recommandations, par soixante-trois voix et trois absentions du Mouvement citoyens genevois (MCG). I

TROIS QUESTIONS À...

Renaud Gautier, rapporteur de la commission des visiteurs officiels

Ancien président du Parti libéral et député, Renaud Gautier est l'auteur de la synthèse parlementaire sur l'expertise réalisée au sujet des conditions de détention de Champ-Dollon.

1. Au Grand Conseil, on vous a senti quelque peu désabusé lors de la présentation de votre rapport en plénière, pourquoi?

Renaud Gautier: De manière générale, le domaine des droits de l'homme n'intéresse pas grand monde au niveau du parlement. La commission des visiteurs officiels, si importante pourtant, est surnommée la «commission des pleureuses». C'est dire si on la tient en haute estime. Et lorsqu'on aborde le problème éminemment crucial de la prison – qui est pourtant l'aune à laquelle une société se juge – les débats deviennent caricaturaux. Pour de nombreux députés, c'est du temps perdu pour des gens qui se sont eux-mêmes mis au ban de la société.

2. Votre intervention donnait l'impression que le pouvoir exécutif traîne les pieds pour mettre en œuvre les demandes du Grand Conseil...

C'est malheureusement le cas. Le rapport de la commission d'experts a mis en évidence que les cellules du Palais de justice ne répondent pas aux normes internationales qui ont cours en la matière. Rien n'a été fait. Laurent Moutinot a préféré jouer sur les mots pour dire que, formellement, ce ne sont pas des cellules. Cela n'est pas acceptable. De même, il s'avère que la *task force drogue* n'a pas de main courante, ce registre d'entrée recensant les conditions dans lesquelles sont arrivés les détenus. Là aussi, on joue sur les mots pour dire que, légalement, ce n'est pas nécessaire. Ce qui est une erreur. C'est précisément avec ce profil de personnes interpellées que le risque est le plus grand. Les deux derniers suicides en prison ont été le fait de personnes toxicomanes.

3. A vos yeux, quels sont les problèmes les plus urgents à régler?

On peut discuter sur la forme, mais la critique des députés de gauche sur le fait que la justice genevoise a la main très lourde en matière d'emprisonnement et que cela participe à la surpopulation carcérale est fondée. Bien sûr, la population étrangère dans notre canton est plus importante qu'ailleurs, ce qui augmente le risque de fuite. Mais je suis convaincu que des méthodes alternatives, du type bracelet, devraient être étudiées.

Ensuite, il faut une entité d'investigation indépendante de la police pour enquêter sur les bavures ou les allégations de mauvais traitement.

Enfin, je pense – et les députés auront leur rôle à jouer – que la planification carcérale, avec une prison pour femmes et la mise en place de l'institution curabilis [pour les déments dangereux], doit être hâtée et mieux coordonnée. PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE BACH

Des initiatives pour le développement durable récompensées

CONCOURS • L'édition 2008 de la bourse et du prix cantonaux du développement durable a mis en lumière neuf projets issus des milieux privés ou associatifs.

Une remorque à vélo, un jeu de société pour enfants ou un système de compostage au bord des champs: les initiatives pour le développement durable peuvent prendre les formes les plus diverses. Elles peuvent également être efficaces: Pierre-François Unger, conseiller d'Etat et Albert Otter, président du jury, ont remis samedi, dans les locaux de l'association Partage, à Carouge, la bourse et le prix cantonaux du développement durable. Au total, neuf projets ont été récompensés.

Initié en 2002, ce concours vise à encourager les initiatives des privés ou des associations pour promouvoir le développement durable. Il s'adresse aux personnes, entreprises ou groupements ayant une activité à Genève ou en France voisine. La bourse, d'un montant total de 30 000 francs, soutient la mise en œuvre de projets. Le prix de 10 000 francs encourage des idées déjà réalisées.

Pour cette septième édition, deux lauréats se sont partagés le premier montant: e-velo-city, l'association créatrice du «e-push», une remorque pour transformer un vélo en deux-roues électrique (lire ci-contre), et Agir

21/Maneco, initiateurs d'une «empreinte écologique», un indicateur permettant la synthèse et la comparaison des consommations d'énergie.

Le prix a lui été divisé entre quatre participants: l'hôtel Manotel, l'entreprise de construction routière Colas, le groupe de composteurs en bord de champs et l'association TerraWatt, active dans la formation et le conseil pour l'énergie. Le jury a finalement attribué trois mentions honorifiques.

«Les projets doivent répondre aux trois critères du développement durable», explique Albert Otter. «C'est-à-dire avoir une réalité sociale, environnementale et économique. Ils doivent également être reproductibles, réalistes et correspondre à un intérêt général.» Les trente-neuf dossiers reçus cette année ont été examinés par un jury de sept membres: «Nous provenons de domaines divers: l'environnement ou la santé par exemple. Je viens moi-même du logement», souligne le président. «Ce sont donc des avis différents qui se confrontent. Et surtout, les trois critères du développement durable – économie, environnement et social – sont représentés.» Mais il ajoute

que pour désigner les gagnants, «le jury était unanime.»

La remorque électrique à vélo, co-lauréate de la bourse, a ainsi frappé le jury par son côté novateur: «elle coûte 75% moins cher qu'un vélo électrique», précise Albert Otter. «Elle répond également aux exigences sociales, puisque le projet serait de les faire fabriquer par des personnes handicapées.» Quant à «l'empreinte écologique», ses créateurs expliquent qu'elle permet de mesurer l'utilisation des ressources d'une commune ou d'un canton, par exemple, puis de les comparer à celles à disposition et à leur taux de renouvellement. Ainsi, plus une personne vit au dessus de ses moyens, moins son développement est durable. «Cet outil donne une base scientifique à la mesure des ressources», souligne le président du jury.

Un jury qui se félicite du «nombre record» d'inscriptions pour cette édition, et relève l'augmentation du nombre d'entreprises et de privés parmi les participants. Il s'est réjoui de cette démonstration de l'intérêt croissant des citoyens pour le développement durable. CLARA MARC



UNE REMORQUE ÉLECTRIQUE POUR PÉDALER SANS SUER

Fabriquer une remorque électrique pour aller de Genève à Amsterdam en vélo, voilà l'idée à la base du «e-push». Créé par e-velo-city, une association réunissant des membres du club électrosolaire du CERN, ce système permet de transformer n'importe quelle bicyclette en vélo électrique, grâce à une petite remorque à fixer à l'arrière du cadre. «Les prix pour les vélos électriques sont très élevés», remarque Robert Becker, l'un des pères de cette invention. «Notre produit est une sorte de test pour les personnes qui hésitent à investir: elles peuvent essayer cette technologie, mais avec un matériel beaucoup moins coûteux.» L'ingénieur souligne qu'en poussant jusqu'à 25 kilomètre par heure et en bénéficiant d'une autonomie de 80 heures, le «e-push» n'a rien à envier aux performances des vélos électriques. Il

permet également de ne pas changer son mode de vie: «Des kits pour convertir sa propre bicyclette en vélo électrique existent», poursuit Robert Becker. «Mais les gens ne les utilisent pas.» Pour ne pas décourager les anti-bricoleurs, l'association a donc voulu se concentrer sur un objet simple et très rapide à fixer. La remorque peut se transporter facilement, et ses ailes se transformer en panier les jours de marché. Et moins visible qu'un vélo électrique, elle est moins tentante pour les voleurs. Avec la moitié des 30 000 francs, les inventeurs de «e-push» vont construire dix prototypes: «Notre association va les utiliser, afin de voir s'il y a réellement un marché pour cet engin», poursuit Robert Becker. «Et ensuite, nous aimerions développer un matériel vraiment peu cher, pour des pays comme l'Inde ou la Chine.» CMC



EN BREF

UN JEUNE HÉROS SAUVE
UN HOMME DE LA NOYADE

ARGOVIE Un courageux jeune homme de 19 ans a sauvé un sexagénaire de la noyade samedi soir à Döttingen, en Argovie. Il a retenu l'homme tombé dans l'Aar par un pied jusqu'à l'arrivée d'autres passants, qui l'ont aidé à tirer l'infortuné sur la berge. Celui-ci, âgé de 66 ans, circulait à bicyclette le long du fleuve. Il s'est arrêté, a perdu l'équilibre et a chuté au bas de la rive escarpée jusque dans l'eau. ATS

RESCAPÉS D'UN CANYON

TESSIN Deux frères âgés de 15 et 18 ans ont été sauvés dans la nuit de vendredi à samedi dans les montagnes de la région de Bellinzzone. Ils étaient partis d'un camping pour faire du canyoning vers 19 h. Après minuit, ils ont été entendus crier au secours. Ce n'est que vers 4 h du matin que la REGA et des secouristes du Club alpin suisse ont repéré et sauvé l'un d'eux, encordé dans une paroi rocheuse. Une demi-heure après, l'autre jeune a pu être sauvé. ATS

LA LEGA PART AU FRONT

LIBRE CIRCULATION La Lega tessinoise lancera à coup sûr le référendum contre les accords bilatéraux et leur extension à la Roumanie et la Bulgarie. Ceci quelle que soit la décision de l'UDC, a annoncé hier le président de la Lega, Giuliano Bignasca. Au cas où l'UDC Suisse jetterait l'éponge, son parti récoltera seul les 50 000 signatures nécessaires. ATS

MOTARD TUÉ À AIGLE

VAUD Un motard a été tué sur le coup, samedi vers 16 h 20, à la sortie d'Aigle. D'origine portugaise et âgé de 26 ans, il circulait à vive allure sur la route de contournement en direction de Bex. ATS

LE TRAFIC FERROVIAIRE
VERS L'ITALIE PERTURBÉ

CFE Une grève des conducteurs de locomotives italiens a perturbé hier matin le trafic ferroviaire avec l'Italie. Les trains ont pu circuler normalement jusqu'à la frontière suisse. Les CFE recommandent de reporter tout voyage en train vers l'Italie, car une nouvelle grève était annoncée pour aujourd'hui. AP

Un studio TV high-tech sur l'alpe

TESSIN • Durant l'Euro, l'alpe d'Odoro se mue en camp de base de la chaîne de télévision allemande ARD. A l'étable, on est à l'affût des faits et gestes de la Mannschaft. Reportage.

NICOLE DELLA PIETRA, ODRÖ

Telles des fourmis, chaque matin vers 4 heures 30, seize collaborateurs de la chaîne de télévision allemande ARD s'activent entre les rustici de l'alpage d'Odoro, qui surplombe le val Verzasca au-dessus de Vogorno. Chaque minute compte: moins d'une heure plus tard débute le journal télévisé «Morgenmagazin», que suivent chaque jour plus de trois millions de téléspectateurs, curieux de découvrir les dernières nouvelles de l'équipe nationale de foot allemande, installée au Tessin durant l'Euro 2008. Mais que sont donc venus faire là-haut, sur ce lopin de terre coupé du monde, atteignable uniquement par hélicoptère ou à pied, ces journalistes, cameramen et autres techniciens?

Du cinq étoiles à l'étable

Alors que la Mannschaft, qui joue son destin ce soir face à l'Autriche, est confortablement installée dans un prestigieux cinq étoiles (parmi les cinq meilleurs hôtels de Suisse), à Ascona, sur les rives du lac Majeur – où est amarré un bateau privé qui emmène chaque jour le onze allemand à Tenero, sur le site d'entraînement réservé aux hommes de Joachim «Jogi» Löw – l'équipe d'ARD séjourne à la dure: un dortoir pour tous et douche en plein air et à l'eau froide. «Notre «Morgenmagazin» est une sorte de fenêtre ouverte sur le monde. Et nous nous rendons traditionnellement sur le lieu de séjour de notre équipe nationale en compétition. Les joueurs résident à Ascona, mais nous ne voulions pas nous contenter de prendre simplement quartier à proximité et travailler en studio depuis là. Il fallait autre chose. Et, c'est en surfant sur internet que nous sommes tombés sur Odoro. Nous nous sommes immédiatement rendus sur place pour un premier repérage et ça a été le coup de foudre», explique Uwe Kirchner, rédacteur sportif et coordinateur de l'opération.

Charme bucolique

De fait, difficile de trouver mieux comme paysage bucolique et pittoresque que ce petit hameau archaïque, racheté par le couple Jean-Louis Villars et Marlies Solèr au début des années 80 (voir ci-dessous). Odoro offre une vue plongeante sur le lac Majeur et l'un des plus beaux panoramas du Tessin. «En préparant l'émission, nous nous sommes demandé ce que la Suisse évoquait dans l'imaginaire des Allemands. La réponse a été clairement: les montagnes et les alpages. Et c'est

dans ce cadre, avec la nature sauvage pour toile de fond, que nous avons voulu accueillir quotidiennement nos invités, joueurs, entraîneur et autres experts du ballon rond, durant l'Euro 2008 et pendant le séjour des joueurs allemands au Tessin», précise encore Uwe Kirchner. Aussitôt dit, aussitôt fait. L'équipe de techniciens, réalisateurs, journalistes et présentateurs a pris ses quartiers à 1240 mètres d'altitude, à près de deux heures de marche de Vogorno (avec 800 mètres de dénivellation à la clé), tandis que les 4,6 tonnes de matériel technique indispensable à l'opération, des tables de mixage de la régie aux antennes satellites, ont été amenées à Odoro par la voie des airs.

Etables high-tech

Le contraste est saisissant: parmi les petites étables de granit et la quarantaine de chèvres de l'alpage, des dizaines de mètres de câbles électriques, antennes, spots, caméras et autres matériels sophistiqués, ont été installés avec les moyens du bord. «Ils sont incroyables, ils sont capables de résoudre n'importe quel problème, sans jamais s'énerver. Et Marlies est ravie parce qu'ils mettent tous la main à la pâte pour les tâches quotidiennes»,

s'émerveille Jean-Louis. L'une des étables a été transformée en studio de régie, entre meule de foin et réserve de bois, alors que les Nere Verzasca, du nom de la race de chèvres élevées par les propriétaires, ont temporairement trouvé refuge au rez-de-chaussée du rustico. «L'odeur des chèvres est omniprésente, je suis sûr que nous la sentirons encore longtemps lorsque nous

seront rentrés à Cologne», plaisante un technicien du son, qui contrôle l'équilibre de l'équipement. La pluie presque incessante qui a baigné le sud des Alpes ces dernières semaines, a donné passablement de fil à retordre à l'équipe et a rendu l'opération encore plus difficile, mais n'a en rien terni l'ambiance et la bonne humeur de ces visiteurs particuliers. I



L'émission «Morgenmagazin» de la chaîne ARD débute au lever du jour, avec des invités qui dissèquent les dernières nouvelles sur l'équipe d'Allemagne de football. NICOLE DELLA PIETRA

FROMAGE DE CHÈVRE ET ETHNOGRAPHIE

Jean-Louis Villars, dit Louis, et sa compagne Marlies Solèr avaient acheté le hameau d'Odoro en 1983 pour y passer leurs vacances. Treize ans plus tard, le couple décide de tout quitter et de s'y installer à l'année pour y élever une quarantaine de chèvres et y fabriquer du fromage et de la ricotta (serré). Louis le Romand et Marlies l'Alémannique vivent entourés de Lupo, leur grand chien blanc, et de leur ânesse Zingara. Les rustici du hameau ont été entièrement rénovés et aménagés pour héberger les amateurs d'agritourisme. Si l'hélicoptère offre un moyen rapide de rejoindre l'alpage, la montée à pied à Odoro est un véritable parcours initiatique, à la découverte d'un passé marqué par la

pauvreté et l'esprit de survie qui habitait la population de cette région aux siècles passés et jusque dans les années 50. Témoins de cette économie de subsistance: une forêt de châtaigniers – avec certains exemplaires géants et séculaires – dont les fruits assuraient l'essentiel de la nourriture des habitants de la vallée, ou encore les vieux ceps de vigne de Costapiana, cultivés à l'ancienne. D'étonnantes ancrages, ou câbles de fer battu, qui traversaient la vallée de bout en bout pour permettre le transport des meules de foin, sont encore visibles çà et là. Les ruisseaux et les cascades qui baignent ces flancs de montagne au pied du Pizzo Vogorno, résonnent comme un chant magique. NDP

ENQUÊTE CONTRE L'UBS

L'Amérique demande l'aide de la Suisse

Les Etats-Unis ont fait appel à l'aide de la Suisse dans l'enquête menée contre l'UBS. Une demande en ce sens est parvenue mercredi dernier à l'Office fédéral de la justice (OFJ), a confirmé hier son porte-parole Folco Galli, suite à des articles parus dans la presse dominicale, en Suisse alémanique. La banque est soupçonnée d'avoir aidé de riches clients américains à se soustraire au fisc.

La demande américaine fait actuellement l'objet d'un examen en relation avec l'octroi de l'entraide judiciaire ou administrative. Folco Galli n'a pas voulu donner d'autres informations à ce sujet. Dans le cadre de la procédure ouverte contre l'ancien conseiller à la clientèle de l'UBS, Bradley Birkenfeld, le Département américain de la justice a également

ouvert une enquête contre la grande banque suisse.

L'enquête doit établir si par ses conseils, l'UBS a aidé illégalement ses riches clients à se soustraire au fisc. Le Département américain de la justice peut obtenir des informations par le biais de l'accord de double imposition entre la Suisse et les USA qui accorde, à certaines conditions, l'entraide administrative en cas d'escroquerie fiscale.

L'entraide judiciaire peut également être accordée en cas d'escroquerie fiscale, comme le prévoit un autre accord conclu entre les deux pays. Si l'entraide judiciaire ou administrative est accordée, les documents concernés ne seront plus protégés par le secret bancaire.

La première banque suisse est également visée par une en-



L'enquête américaine doit établir si l'UBS a aidé illégalement ses clients à se soustraire au fisc. KEYSTONE

quête de l'autorité de surveillance de la Bourse américaine, la SEC. Dans ce cadre, c'est la Commission fédérale des banques (CFB) qui pourrait fournir l'entraide administrative. L'UBS a cependant donné

l'assurance d'une pleine collaboration avec les autorités américaines. La banque touchée par la crise immobilière américaine a d'importants intérêts en jeu dans la gestion de fortune aux Etats-Unis. AP

UN CONSEIL D'ADMINISTRATION QUI N'A PLUS LA COTE

La crise que traverse l'UBS jette une ombre sur la confiance dont bénéficie son conseil d'administration. Selon un sondage Demoscope publié ce week-end à Zurich, 73% des experts lui attribuent la plus mauvaise note parmi les 23 plus grandes entreprises suisses. La sanction est rude: la banque passe du premier au dernier rang. De 2005 à 2007, les organes de l'UBS occupaient en effet la première place de cette enquête sur la confiance dont bénéficient les conseils d'administration. Les experts se laissent guider par leurs émotions et ont d'une certaine manière jeté la banque à la poubelle, a expliqué le chasseur de tête et commanditaire de l'enquête, Sandro Gianella, dans un entretien publié dans la «SonntagsZeitung».

C'est le conseil d'administration de Nestlé, présidé par Peter Brabeck, qui jouit de la meilleure cote. Pas moins de 58% des experts financiers lui accordent la première place. Il est suivi de ceux de Roche et d'ABB. Peter Brabeck est désigné comme le meilleur administrateur, suivi de Franz Humer chez Roche et de Sergio Marchionne à la SGS. C'est une maigre consolation pour la grande banque, car le patron du groupe Fiat siège au conseil d'administration de l'UBS et vient d'accéder à sa vice-présidence après le début de la crise. Le sondage réalisé pour la onzième fois à la demande du cabinet de conseil Knight Gianella montre que les conseils d'administration des plus grandes entreprises suisses voient leur cote baisser. AP

Les activités parallèles en gris-vert sont interdites avec effet immédiat

MORTS EN RAFTING • Le chef de l'armée Roland Nef bannit les exercices sans lien direct avec la mission. Enquête ouverte contre le commandant de compagnie.

BERTRAND FISCHER

Le commandant de compagnie Y. M., toujours hospitalisé à l'hôpital de l'île à Berne après une opération de la mâchoire, est dans le collimateur de la justice. Jeudi dernier, c'est lui qui menait le groupe de dix militaires – tous des officiers ou sous-officiers alémaniques âgés de 25 à 33 ans – dont les deux canots pneumatiques ont chaviré sur la rivière Kander, à Wimmis, dans l'Oberland bernois. On connaît le terrible bilan: la rivière a déjà rendu quatre cadavres, une cinquième victime est toujours portée disparue, et cinq hommes, dont le commandant, ont été blessés.

Les médecins n'ont pas encore donné le feu vert pour interroger le capitaine Y. M., qui souffre aussi de problèmes psychiques depuis le drame. Ce Zurichois de 29 ans dirigeait également une société paramilitaire, le Swiss Army Group. Et justement, révèle la «SonntagsZeitung», un exercice similaire du Swiss Army Group avait eu lieu dix jours avant le drame, les 31 mai et 1^{er} juin, dans la région d'Interlaken-Wimmis-Diemtingtal.

Hier, le commandant des forces aériennes, Walter Knutti, a confirmé qu'un exercice hors service du Swiss Army Group avait été autorisé par l'autorité militaire compétente sous le nom de «Tonus 08». La hiérarchie n'ignorait donc rien des activités de Y. M. sur cette rivière, jugée impraticable pour le rafting. Le chef de l'armée, Roland Nef, a cependant souligné que de tels exercices devaient être supervisés par le commandant responsable avant leur réalisation et devaient être annulés si les risques étaient trop importants.

Le site avait été inspecté

La «SonntagsZeitung» apporte un autre élément troublant. Le jour précédant l'accident, deux militaires ont inspecté les bords de la Kander. Une témoin oculaire les a aperçus cheminant le long de la rivière, dans une portion où le courant n'est pas trop déchaîné. Et le journal de se demander: ces hommes ont-ils poussé leur inspection assez loin, jusqu'aux digues formant paliers qui ont précipité les dix passagers dans le lit de la rivière?

Le juge d'instruction militaire Michael Leutwyler a ouvert une enquête préliminaire contre le commandant de compagnie. Selon Silvia Schenker, porte-parole de la justice militaire, cette procédure repose sur des soupçons d'homicides par négligence et de blessures cor-



Les secouristes de l'armée continuaient hier à sonder les eaux tumultueuses de la Kander, dans des gorges situées près d'Einigen, dans l'espoir de retrouver la cinquième victime. KEYSTONE

porales graves par négligence. Elle devra notamment déterminer pourquoi le groupe a entrepris la descente de ce tronçon de rivière jugé extrêmement dangereux par les spécialistes et si les canots gonflables, de type M6, étaient appropriés. Par ailleurs, la justice militaire se réserve le droit d'étendre la procédure à d'autres personnes et à d'autres griefs.

Coup de balai annoncé

Après avoir fait part de sa tristesse, Roland Nef a tiré les conséquences du drame de la Kander, hier en conférence de presse. Pour éviter que pareille tragédie ne se reproduise, le chef de l'armée a décidé d'un véritable coup de balai: tous les exercices qui n'ont pas de lien direct avec la mission centrale de l'instruction sont interdits avec effet immédiat, a-t-il annoncé. L'ordre en sera transmis dès aujourd'hui à ses subordonnés. Lors de la formation, le risque doit être réduit à un minimum absolu. C'est la raison pour laquelle les programmes de formation actuels vont faire l'objet d'un examen spécial sous l'angle de la sécurité.

La décision de Roland Nef fait suite à de nombreuses critiques, dont certaines proviennent de milieux proches de l'armée. Le président de la Société suisse des offi-

ciers (SSO), Hans Schatzmann, demande ainsi que l'armée tire les conséquences de ce drame: de tels sports à risques ne font pas partie des activités visant à renforcer l'esprit d'équipe, a-t-il souligné dans le journal dominical «Sonntag». Selon lui, un supérieur doit s'assurer de la sécurité de ses hommes dans toutes les situations, et ce n'était vraisem-

blablement pas le cas lors de l'accident dans la Kander.

Cérémonie à Thoune

Après l'heure des questions vient celle du recueillement. Une cérémonie à la mémoire des victimes est prévue demain à Thoune. Nul doute qu'elle sera chargée d'une très forte émotion. I

UN QUATRIÈME CORPS DÉCOUVERT

Le corps d'un quatrième militaire a été retiré des eaux blanchâtres de la Kander. Le quatrième corps, celui d'un Zurichois, a été localisé samedi vers 16 heures dans le delta de la rivière, au bord du lac de Thoune. Les opérations ont été qualifiées de «très difficiles» par les sauveteurs. Un plongeur a été treuillé par une grue de 40 tonnes pour retirer le corps coincé entre les pierres au milieu de la rivière. Il a fallu attendre 22 heures pour que l'opération se termine, a précisé hier Werner Sulzer, de la Police du lac du canton de Berne.

Quant au dernier disparu, un Argovien, les sauveteurs partent de l'hypothèse qu'il pourrait se trouver aussi bien dans le lac de Thoune que dans le delta de la rivière. Le jour de l'acci-

dent, il aurait été brièvement aperçu d'un hélicoptère à environ un kilomètre de l'embouchure de la rivière, selon Werner Sulzer. Alors que le débit de la rivière a diminué suite à la baisse des températures, la police poursuit ses opérations dans le delta de la rivière à l'aide d'un sonar sophistiqué. L'appareil traîné par un bateau repose sur le fond et balaye une bande de 30 mètres de large. A partir d'aujourd'hui, les sauveteurs disposeront également d'une caméra sous-marine de la Police cantonale zurichoise. Ces recherches et le soutien des proches sont de la plus haute priorité, ont indiqué samedi les responsables de l'armée. Pour chaque famille touchée, le soutien psychologique est fait sur demande par des spécialistes, et cela 24 heures sur 24. AP/ATS

NUCLÉAIRE

Une destruction trop tardive?

Le Conseil fédéral a peut-être ordonné trop tard la destruction de documents dans l'affaire de contrebande de matériel nucléaire. Un ex-inspecteur de l'AIEA estime que ces documents peuvent avoir été vendus à des «Etats voyous» et qu'ils contenaient les plans d'une bombe perfectionnée.

«Ces documents, découverts en 2006 sur les ordinateurs d'hommes d'affaires suisses, contenaient des détails essentiels pour la fabrication d'un dispositif nucléaire compact permettant d'équiper des missiles balistiques utilisés en Iran et dans plus d'une douzaine de pays émergents», a écrit hier le «Washington Post», citant un rapport de l'expert nucléaire renommé, David Albright.

Ce matériel faisait partie d'un dossier contenant des procès-verbaux, des plans et des dessins servant à la fabrication d'armes atomiques et de centrifugeuses à gaz. Selon le journal américain, la taille des documents contenus sur l'ordinateur était de plus de 1000 gigabytes. Le Conseil fédéral a fait détruire ce matériel en novembre 2007, sous la surveillance de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Le président de la Confédération Pascal Couchepin a justifié fin mai la décision du gouvernement en arguant du caractère extrêmement sensible du matériel saisi. Celui-ci contenait des «plans détaillés pour la fabrication d'armes nucléaires» et «il s'agissait d'éviter à tout prix que ces informations ne tombent entre les mains d'une organisation terroriste ou d'un Etat non autorisé», avait précisé Pascal Couchepin.

Mais pour l'ancien inspecteur de l'AIEA David Albright, actuellement directeur de l'Institute for Science and International Security (ISIS) à Washington, l'agence onusienne ne peut pas exclure que ces documents aient été partagés avant leur destruction. «Les plans de ces armes nucléaires perfectionnées ont pu être vendus longtemps auparavant à certains régimes parmi les plus dangereux du monde», estime M. Albright, cité par le «Washington Post». L'expert a enquêté durant quatre ans sur cette affaire de contrebande et son rapport doit être publié cette semaine.

Selon l'ancien inspecteur de l'AIEA, les documents découverts sur les ordinateurs suisses sont préoccupants. Les plans contenaient des instructions pour la construction d'une arme très compacte. En raison de sa taille, une telle bombe peut être tirée de simples missiles balistiques.

Une bombe nucléaire aussi perfectionnée «aurait été idéale» pour la Libye, l'Iran et la Corée du Nord, estime M. Albright. Mais on ignore si ces plans ont été fournis à ces pays ou à d'autres, précise-t-il. Interrogés hier par l'ATS, le porte-parole du Conseil fédéral, Oswald Sigg, et celui du Département fédéral de justice et police (DFJP), Philippe Piatti, n'ont pas souhaité prendre position sur cette affaire. «No comment» également du côté de l'AIEA et de la CIA, sollicités par le «Washington Post». ATS

EN BREF

VALAIS Steg-Hohtenn naît d'une fusion

La commune valaisanne issue de la fusion entre Steg et Hohtenn se nommera officiellement Steg-Hohtenn dès le 1^{er} janvier 2009. Les citoyens ont tranché hier en faveur du double nom. La participation au scrutin a atteint 72,3%. L'électorat s'est prononcé à 52% pour la dénomination Steg-Hohtenn, qui a recueilli 504 voix. L'appellation Steg a obtenu 364 suffrages, a indiqué hier la présidente de Steg, Andrea Roth. Le nom simple était soutenu par le Conseil municipal de Steg. ATS

SAUVÉE AU TESSIN

Une famille ukrainienne doit s'en aller

Le sort de cette famille ukrainienne, sauvée dans les montagnes tessinoises en janvier dernier, avait suscité une vive émotion. Or elle devra quitter la Suisse. Sa demande d'asile a été refusée, l'Ukraine étant considérée par la Suisse comme un pays sûr.

Le porte-parole de l'Office fédéral des migrations, Jonas Montani, a confirmé hier l'information parue dans la «NZZ am Sonntag». Il n'a pas détaillé les motifs du refus. La famille a trente jours pour recourir devant le Tribunal fédéral administratif.

Le Parti socialiste et des œuvres d'entraide catholiques avaient récolté plus de 700 si-

gnatures au Tessin pour l'admission de cette famille. Le Conseil d'Etat du canton était même intervenu auprès de la ministre de la Justice, Eveline Widmer-Schlumpf.

La famille avait déjà déposé en vain deux demandes d'asile en Suisse en 2007. Après le renvoi en Italie, elle avait fait un «sit-in» devant le consulat de Suisse à Milan. Auparavant, elle avait vécu sept ans en Hongrie.

La mère ukrainienne de 47 ans et ses cinq enfants âgés de 9 à 21 ans avaient tenté d'entrer au Tessin par le Monte Lema (1680 mètres). Probablement aidée par une organisation de passeurs, la famille avait entre-

pris l'ascension de la montagne à la frontière italo-suisse, le 18 janvier. A cette époque près d'un demi-mètre de neige recouvrait les hauteurs.

La mère et ses enfants avaient perdu leur route et passé deux nuits à la belle étoile avant de lancer un appel au secours par un appareil de radio-émetteur. La famille avait été secourue le 20 janvier par une colonne de la REGA et du Club alpin suisse. Souffrant d'engelures, quatre des cinq enfants avaient été hospitalisés à Lugano. Le plus jeune, un garçonnet de 9 ans, avait été transféré à Zurich où les médecins ont réussi, de justesse, à lui éviter l'amputation des pieds. ATS

LIBÉRALISATION

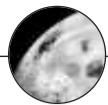
La gauche ne veut pas d'une ouverture du marché postal

Une coalition formée du PS, des Verts, des syndicats et de régions périphériques oppose une fin de non-recevoir au projet du Conseil fédéral de libéraliser totalement le marché postal d'ici à 2012. Ceux-ci craignent la fin du service universel et des suppressions d'emplois.

La menace du référendum est d'ores et déjà brandie par le PS qui qualifie d'«inutile» la révision de la loi, en consultation jusqu'à aujourd'hui. Avec les Verts et les syndicats, il dénonce une mise sous pression des emplois et une dégradation des conditions de travail. En Suède, l'ouverture du marché postal a conduit à la suppression du

quart des emplois, écrit le Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB). En Suisse, cela signifierait la disparition de 10 000 places, essentiellement dans les régions rurales et de montagne.

Le SAB s'attend à la fermeture d'offices de poste non rentables et à une concentration sur les zones urbaines – rentables – au détriment des régions périphériques. L'exécutif d'Obwald fait part des mêmes craintes. Pour les Verts, une libéralisation n'amène rien au consommateur: les expériences à l'étranger ont montré que ce sont surtout les gros clients qui en profitent. ATS



BENOÎT XVI

La communion à genoux réintroduite

Après la réhabilitation de la messe «tridentine» en latin et la réapparition des aubes en dentelle, Benoît XVI a fait hier un pas supplémentaire dans le retour aux usages liturgiques anciens. Il a distribué la communion aux fidèles agenouillés sur un prie-dieu. Ce retour à une pratique tombée en désuétude depuis une quarantaine d'années s'est fait durant une messe en plein air célébrée par le pape à Brindisi (sud de l'Italie) devant quelque 60 000 personnes. Benoît XVI avait déjà procédé ainsi le 22 mai à la basilique Saint-Jean de Latran à Rome.

Depuis la réforme liturgique qui a suivi le concile Vatican II (1962-65), l'usage courant, moins intimidant, veut que les fidèles reçoivent l'hostie debout et dans les mains, avant de la porter eux-mêmes à la bouche. ATS

FRANCE

Violences dans la Marne

Des heurts ont eu lieu entre des jeunes et des gendarmes ce week-end à Vitry-le-François, dans la Marne. Neuf personnes ont été blessées et une soixantaine de véhicules ont été incendiés, a-t-on appris auprès de la préfecture. Les violences ont débuté samedi soir après la mort d'un jeune homme d'une vingtaine d'années, tué par balle lors d'un règlement de comptes, et l'arrestation de son agresseur présumé, a déclaré Sylvaine Astic, directrice de cabinet.

«Une cinquantaine de personnes, des jeunes forts violents et des moins jeunes ont participé aux violences», a-t-elle précisé. Deux pompiers, deux gendarmes et cinq habitants ont été blessés lors des incidents qui ont duré jusqu'au petit matin. Des poubelles ont été également incendiées et des projectiles ont été lancés sur les forces de l'ordre. ATS

EN BREF

NOUVELLE FIN DE NON RECEVOIR

NUCLÉAIRE IRANIEN Le haut représentant pour la politique étrangère de l'UE Javier Solana a présenté à Téhéran au nom des Six une nouvelle série de propositions destinées à convaincre l'Iran de geler ses activités nucléaires sensibles. Mais le régime iranien a prévenu d'emblée qu'il ne les accepterait pas si elles exigent une suspension de l'enrichissement d'uranium. AP



L'Europe en quête d'une méthode

TRAITÉ DE LISBONNE • Après le «non» irlandais à la nouvelle Constitution, les dirigeants européens s'interrogent sur la manière de faire passer le message aux citoyens.



Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, devra trouver une issue à la crise après le non irlandais qui bloque l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne. KEYSTONE

JEAN QUATREMER, BRUXELLES

Si le «non» irlandais ne paraît pas aussi insurmontable que le double «non» franco-néerlandais de 2005, il oblige néanmoins les dirigeants européens à s'interroger sur la façon dont ils font l'Europe au quotidien, sur leur pratique démocratique et sur l'adhésion de leurs citoyens au projet communautaire. Plusieurs pistes sont d'ores et déjà explorées.

A court terme

Rendre l'Europe plus attentive aux problèmes quotidiens. A Paris, on est persuadé que l'Union doit davantage s'intéresser à la vie des gens: «Nous avons un devoir d'être plus efficaces au service de la vie quotidienne des Européens», a ainsi plaidé samedi Sarkozy. «Le président veut par exemple qu'on débattre du prix du pétrole lors du sommet de jeudi et de vendredi», souligne l'Élysée. «Il faut se montrer plus réactifs face aux problèmes quotidiens», estime Jouyet, secrétaire d'Etat français aux Affaires européennes. «La Commission sait très bien le faire pour les catastrophes naturelles dans les pays tiers en envoyant de l'aide d'urgence. Pourquoi ne pas réagir de la même façon dans l'Union quand il y a des catastrophes économiques?». A Berlin, on met néanmoins en garde contre les «fausses promesses»: «C'est bien de parler du prix du pétrole, mais il n'y a aucune compétence européenne dans ce domaine. On donne donc l'impression que l'Union pourrait faire, mais ne fait rien.»

Renforcer la légitimité du Parlement européen. «Si nous voulons que les citoyens soutiennent l'Europe, nous devons créer une Europe des citoyens», pré-

vient le président du Parti socialiste européen, le Danois Poul Nyrup Rasmussen. Cela tombe bien, puisque c'est justement le rôle du Parlement européen. Or jusqu'à présent les partis politiques ont été incapables de s'organiser sur le plan européen. Les campagnes pour les élections européennes ont toujours été nationales et aucun des grands groupes qui dominent l'Europarlament n'a jamais proposé un vrai projet pour l'Europe.

Démocratiser la nomination des dirigeants européens. «La démocratie s'incarne dans des personnalités», note justement Sylvie Goulard, la présidente du Mouvement européen France. Or les dirigeants de l'Union sont toujours choisis à l'issue de tractations de couloirs entre les chefs d'Etat et de gouvernement, le Parlement européen n'ayant qu'à ratifier les choix des «chefs». On est plus proche du fonctionnement d'un politburo que d'une démocratie. Cela doit changer, on en convient désormais dans plusieurs capitales. Pour le président de la Commission, la solution est simple: que les partis politiques désignent leur candidat. Pour le président du Conseil européen qui doit être élu par les vingt-sept chefs d'Etat et de gouvernement, il faudrait un appel à candidature et un débat public afin que les raisons du choix soient claires. «Et surtout, il faudrait arrêter de nommer des couillons», prévient crûment Sylvie Goulard.

Impliquer davantage les parlements nationaux. Le Traité de Lisbonne leur donnait pour la première fois une place dans le fonctionnement de l'Union: ils deviennent directement destinataires de tous les projets de directives et de règlements

communautaires ainsi que des propositions de révisions des traités, peuvent bloquer le passage du vote à l'unanimité à la majorité qualifiée ou tirer la sonnette d'alarme s'ils estiment que l'Union empiète sur les compétences nationales. Pourquoi ne pas appliquer immédiatement ces dispositions?

A moyen terme

Démocratiser le fonctionnement du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement. Sylvie Goulard estime que cette instance, qui se réunit quatre à six fois par an et qui décide à l'unanimité, est «le trou noir de la démocratie»: «Alors que les chefs sont au sommet de la pyramide européenne, ils ne sont responsables collectivement devant personne.» Pour la présidente du Mouvement européen, «aucun des chefs n'a été élu sur un programme européen. Et pourtant, ils décident de toutes les questions importantes, comme le budget européen, le choix des dirigeants ou encore les frontières de l'Union, c'est-à-dire de tout ce qui intéresse les citoyens. Le problème de la démocratie dans l'Union, c'est eux.»

Permettre une Europe à plusieurs vitesses. Le non irlandais remet sur la table l'éternel question du rythme de l'intégration communautaire. «Il faut arrêter de vouloir imposer le même rythme à tout le monde. Tout ce qui est solide a été fait à quelques-uns», estime Jean-Luc Sauron, président de l'Association des juristes européens. «Il faut se donner les moyens de gérer la diversité au sein de l'Union», acquiesce Jouyet. Pour Sauron, il faut briser «le tabou de l'unanimité» et permettre aux traités de fonctionner entre ceux qui les auront acceptés.

Organiser un référendum européen sur les objectifs de l'Union. Il ne s'agirait pas de faire voter tous les citoyens européens sur un nouveau traité, par essence complexe, mais plus simplement de s'assurer qu'ils acceptent toujours les objectifs de l'intégration communautaire. «Le groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe qui va commencer ses travaux à l'automne, pourrait très bien servir à rédiger une telle déclaration de principe», réfléchit Jean-Pierre Jouyet. «Cela permettrait de vérifier que nous sommes collectivement toujours d'accord avec l'objectif final.» ©LIBÉRATION

SEMAINE CRUCIALE

Les dirigeants européens entament une semaine de consultations cruciales pour savoir si le traité censé rendre l'Union européenne (UE) plus efficace peut être sauvé après le «non» irlandais. Un sommet transformé en réunion de crise aura lieu jeudi et vendredi. Mais les ministres des Affaires étrangères de l'UE auront aujourd'hui déjà à Luxembourg le premier tour de table à 27 après la «gifle» qu'a représentée le vote irlandais. Malgré un agenda chargé, ils ne pourront éviter d'évoquer les conséquences de ce troisième «non» en trois ans à un traité visant à faciliter les décisions dans l'UE élargie. En attendant le sommet et la vraie discussion avec le premier ministre irlandais Brian Cowen, les consultations bilatérales vont aussi s'intensifier entre quelques pays clés. ATS

ITALIE

Séquestrée dans des conditions indescriptibles

La femme de 47 ans séquestrée par sa famille dans le sud de l'Italie et libérée vendredi après 18 ans de captivité est toujours hospitalisée. Son frère et sa sœur ont été écroués, accusés de mauvais traitements à personne et séquestration. Lors de la découverte de cette femme dans un taudis d'une habitation de la zone rurale de Santa Maria Capoua Verde, près de Caserte en Campanie, elle «se trouvait dans un état de grande confusion mentale, marchait avec peine et semblait avoir perdu tout contact avec le monde extérieur», ont raconté les gendarmes.

La femme était tenue recluse depuis 1990 par sa famille qui avait découvert qu'elle était enceinte d'un homme dont elle a toujours tu le nom. Elle a été libérée par la police suite à



La femme était recluse depuis 1990 dans un taudis. KEYSTONE

une information anonyme. Selon La Stampa, cette information est venue d'un voisin qui s'est plaint de la puanteur émanant de la chambre où était détenue la captive.

Les carabinieri italiens ont indiqué que la femme avait été séquestrée dans des conditions «indescriptibles». La télévision a diffusé des images montrant sa chambre, qui contenait un lit avec des draps souillés, des toilettes et un évier sales, ainsi que des bouteilles d'eau et des bols dans lesquels les membres de sa famille apportaient à boire et à manger à la femme. Le fils de la femme, âgé aujourd'hui de 17 ans, vivait chez d'autres membres de la famille et n'avait pas connaissance du sort de sa mère. AP/ATS

DÉCHETS ITALIENS

L'armée présente dans les rues

L'armée italienne a ouvert samedi la première des nouvelles décharges prévues en urgence par le gouvernement de Silvio Berlusconi pour faire face à la crise des déchets de Naples et de la Campanie. Elle est située à Savignano Irpino, à une centaine de kilomètres à l'est de Naples.

Plusieurs dizaines de camions, sous forte escorte policière, se sont présentés dès le début de la matinée pour déposer leur chargement sans opposition notable de la population, selon des images de la télévision italienne. La décharge doit recevoir 1500 tonnes d'ordures par jour pour une capacité totale de quelque 800 000 tonnes.

Pour plus de sécurité, l'armée italienne pourra aussi patrouiller dans les rues des grandes villes et notamment à Naples. ATS

Mugabe éveille le spectre de la guerre

ZIMBABWE • A moins de deux semaines du second tour de la présidentielle, le président Mugabe jure que l'opposition ne dirigera jamais le pays de son vivant.

MARIE-FRANCE CROS

Le Conseil de sécurité de l'ONU a évoqué jeudi dernier la situation humanitaire au Zimbabwe, où le régime Mugabe a suspendu les activités de toutes les ONG, y compris celles qui distribuent l'aide alimentaire dont dépend un quart de la population. La réunion aurait dû aborder aussi la situation politique dans ce pays, où le régime harcèle l'opposition – qui a gagné les législatives et le premier tour des présidentielles – pour l'empêcher de faire campagne pour le second tour, le 27 juin. Mais la Russie et l'Afrique du Sud s'y sont opposées.

Le responsable des Affaires humanitaires à l'ONU a qualifié la situation au Zimbabwe de «très inquiétante et qui se détériore». John Holmes a souligné qu'«il est probable que seulement un quart des besoins du pays pourront être satisfaits par la prochaine récolte» et cela «sur fond de situation économique très difficile avec des services sociaux en faillite». L'inflation atteint 165 000% et 80% de la population active est au chômage.

L'aide détournée

L'Unicef a précisé que «500 000 enfants ne reçoivent plus les soins de santé, les traitements contre le VIH/sida, l'aide à l'éducation et la nourriture dont ils ont besoin».

La suspension des activités des ONG est généralement considérée comme une mesure destinée à réserver au seul parti au pouvoir la distribution des vivres. Selon l'ambassade américaine à Harare, ceux-ci sont distribués sans condition aux partisans du régime; les autres doivent remettre leur carte d'identité pour en obtenir – ce qui les empêchera de voter le 27 juin et limite à une seule leur chance de recevoir de l'aide.

Harcèlement

Le Département d'Etat américain a indiqué que juste avant la suspension des ONG, «l'armée zimbabwéenne et des responsables policiers ont détourné un camion qui transportait 20 tonnes d'aide alimentaire (américaine) destinée à des enfants zimbabwéens» et l'ont distribuée à des membres du parti au pouvoir.



Les supporters de Mugabe, eux, peuvent faire campagne sans craindre la répression. KEYSTONE

La police continue en outre son harcèlement de l'opposition, afin de l'empêcher de faire campagne. Si le vainqueur du premier tour de la présidentielle, Morgan Tsvangirai, a été libéré dans la nuit de jeudi à vendredi de sa seconde interpellation de la journée et de sa quatrième en un peu plus d'une semaine, les deux bus de campagne de son parti ont été saisis, empêchant le transport de son équipe.

Plus grave: la presse d'Etat rapportait un meeting du président Mugabe à Murehwa, au nord-est de

Harare, au cours duquel il a indiqué que «les vétérans» de la guerre de libération de 1980 contre les Britanniques (en réalité quelques vétérans et de nombreux jeunes miliciens du parti) étaient prêts à reprendre les armes en cas de victoire de l'opposition le 27 juin.

Le chef de l'Etat assure leur avoir dit «que nous ne voulions pas repartir en guerre» mais son annonce a tout de même été comprise comme une menace parce que, dans le même souffle, il a accusé le parti de Morgan Tsvangirai, le MDC (Mouvement

pour le changement démocratique), de n'être «pas pour les Noirs. C'est un parti britannique, financé par les Britanniques». Et d'ajouter: «On ne laissera jamais le MDC prendre ces terres pour lesquelles nous nous sommes battus, si c'est pour qu'ils les rendent à nos anciens oppresseurs blancs.»

Ce week-end, Mugabe a aussi juré que l'opposition ne dirigerait jamais le pays de son vivant. «Nous sommes prêts à mourir pour ce pays et à partir en guerre pour lui», a-t-il assuré.

LA LIBRE BELGIQUE

KOSOVO

Une Constitution et après...

La Constitution du Kosovo est entrée en vigueur hier malgré l'opposition de Belgrade. Cet événement marque le début d'une reconfiguration du pouvoir dans l'ancienne province serbe. L'entrée en vigueur de la Constitution représente pour les Kosovars albanais (plus de 90% de la population) une étape importante vers une souveraineté accrue, quatre mois après la proclamation de leur indépendance.

Le président kosovar Fatmir Sejdiu a marqué ce jour en signant une série de lois qui jusqu'à présent auraient dû avoir l'aval de la mission de l'ONU (Minuk) qui administre l'ancienne province serbe depuis la fin du conflit de 1998-1999.

Le premier ministre serbe sortant, le nationaliste Vojislav Kostunica, a demandé une réunion immédiate du parlement serbe pour «annuler» cette Constitution «illé-gale». Dans le même temps le ministre serbe pour le Kosovo, Slobodan Samardzic, a annoncé pour la fin du mois la création d'une «Assemblée des municipalités» serbes du Kosovo. «La Constitution du Kosovo sera inapplicable là où vivent les Serbes, parce que 99,99% d'entre eux ne l'acceptent pas», a-t-il dit.

Moscou a de nouveau pris fait et cause pour son allié serbe qualifiant de «scandaleux» le projet de Constitution et exigeant comme Belgrade qu'il reçoive l'aval du Conseil de sécurité, où la Russie dispose d'un droit de veto.

La Constitution met les institutions kosovares sur la voie de la souveraineté. Elle définit le Kosovo comme une République parlementaire et un «Etat de tous ses citoyens» et stipule que «la République du Kosovo est un Etat laïc et neutre en matière de convictions religieuses» dont les langues officielles sont l'albanais et le serbe. Elle garantit les droits des minorités, notamment de la communauté serbe, et prévoit un haut degré d'autonomie dans les régions du Kosovo où les Serbes sont majoritaires. ATS



SÉISME AU JAPON

9 morts, 200 blessés

Des équipes de sauveteurs munies de pelles et de seaux ont récupéré hier les corps de trois personnes qui avaient été piégées par un glissement de terrain déclenché dans une station thermale par le puissant séisme qui a secoué les montagnes du nord du Japon samedi, ce qui porte le bilan des victimes à neuf morts et plus de 200 blessés. Les secouristes étaient encore à la recherche d'au moins quatre personnes probablement ensevelies sous des tonnes de poussières, de pierres et de boue dans cette localité située dans une zone montagneuse et boisée non loin de la petite ville de Kurihara, l'une des plus durement touchées par le séisme de magnitude 7,2 sur l'échelle de Richter. Plusieurs glissements de terrain de grande ampleur ont eu pour conséquences l'effondrement d'un pont et la destruction de routes ébranlées par la force du séisme. Plus de 200 personnes, la plupart à proximité de la station thermale, restaient démunies et étaient progressivement évacuées par hélicoptère.

AP/KEYSTONE

EN BREF

AL-QAÏDA REVENDIQUE L'ATTENTAT

ALGÉRIE Al-Qaïda au Maghreb islamique a revendiqué l'attentat commis le 8 juin à la gare de Beni Amrane, en Kabylie, qui, selon les autorités, a fait deux morts, dont un Français. La presse algérienne et internationale avaient initialement fait état de 13 morts. AP

LES REBELLES AVANCENT

TCHAD Après la brève occupation samedi de Goz Beida, une ville de l'est du Tchad, les rebelles tchadiens ont continué leur progression. «Notre objectif est N'Djamena», a affirmé Ali Gueddei, porte-parole de l'Alliance nationale. Soit 600 km au sud. ATS

RICE HAUSSE LE TON

ISRAËL Condoleezza Rice a haussé le ton hier face à la poursuite de la colonisation israélienne, au cours de sa sixième tournée en Israël et en Cisjordanie depuis le début de l'année. De retour dans la région pour tenter de relancer le processus de paix. M^{me} Rice a exprimé son irritation à l'égard d'un nouveau projet de construction de 1300 logements dans un quartier de colonisation à Jérusalem-Est annexé. ATS

Le président Bush use de ses soutiens européens pour contrer l'Iran

VISITE • Le président américain a profité de son passage en Europe pour accentuer la pression sur Téhéran.

George W. Bush est arrivé hier en Grande-Bretagne, dernière étape d'une tournée d'adieux en Europe, qui ait passé samedi par la France. Ce déplacement lui a permis de rallier des soutiens contre le programme nucléaire iranien et d'évoquer l'Irak.

Après son arrivée sur le sol britannique, le président américain et son épouse Laura ont été reçus pour le thé par la reine Elizabeth II au château de Windsor. Un petit groupe de manifestants hostiles à sa politique a été tenu à distance.

Le couple présidentiel a été reçu dans la soirée au 10, Downing street, pour un dîner à l'invitation du Premier ministre britannique Gordon Brown et son épouse Sarah. Plus de 2000 manifestants, selon la police, se sont rassemblés dans le centre de Londres, première grande manifestation depuis le début de la visite en Europe de M. Bush.

Avant même l'atterrissage de l'avion du président, son entourage s'est attaché à démentir les affirmations d'un journal britannique selon les-

quelles George W. Bush aurait «mis en garde» Gordon Brown contre un retrait prématuré des troupes britanniques d'Irak. Downing Street a également démenti toute divergence de vues.

Les discussions aujourd'hui devaient se concentrer sur les moyens de renforcer les sanctions contre l'Iran après son refus de geler son programme nucléaire, un thème que le président Bush a qualifié samedi de «dominant» au cours de ses visites.

Samedi à Paris, le président américain et son homologue français Nicolas Sarkozy ont affiché leur unité sur l'Iran. Le chef de l'Élysée a durci le ton de la France vis-à-vis de Téhéran.

MM. Bush et Sarkozy ont demandé à la Syrie de se désolidariser de l'Iran dans sa recherche de l'arme nucléaire. Ils ont invité Damas à devenir une «force constructive» au Moyen-Orient, notamment au Liban.

Alors que Damas côtoie Téhéran sur la liste des Etats accusés par Washington de soutenir le terrorisme, le président français a repris contact avec le président syrien Bachar al-As-

sad après l'élection de Michel Souleïmane au Liban fin mai.

Nicolas Sarkozy a de nouveau justifié sa démarche et précisé qu'il avait évoqué avec son homologue américain la tenue le 13 juillet à Paris du sommet de lancement de l'Union pour la Méditerranée, auquel il a convié le président syrien.

M. Sarkozy a aussi décidé d'un renforcement du contingent militaire en Afghanistan, répondant à la demande des Etats-Unis.

Le président américain semble avoir voulu transformer ses deux jours de visite à Paris en temps fort de cette tournée. Au palais de l'Élysée, il a appelé le président français par son prénom et a rappelé que la «Première amie» des Etats-Unis lors de la lutte pour l'indépendance avait été la France.

M. Bush, qui avait déroulé le tapis rouge lors de la venue de «Nicolas» à la Maison Blanche en novembre, a rendu hommage au président français, parfois surnommé «Sarkozy l'Américain». ATS/AFP/REUTERS



CINÉMAS

GENÈVE

INDIANA JONES 4 (INDIANA JONES ET LE ROYAUME DU CRÂNE DE CRISTAL), de Steven Spielberg., avec Harrison Ford, Shia LaBeouf, Cate Blanchett, **10/12** ans, pf 16h, 21h. Le quatrième volet des aventures d'Indiana Jones. **LES CERFS-VOLANTS DE KABOUL (KITE RUNNER)**, de Marc Forster, avec Homayon Ershadi, Khalid Abdalla, Saïd Taghmaoui, **7/10** ans, vo 18h40.

72,74, rue de Carouge ⇨ 022 328 23 23

ART-CINÉ

BIRD'S NEST-HERZOG & DE MEURON IN CHINA, de Christoph Schaub & Michael Schindhelm, avec Pierre De Meuron, Jacques Herzog, **7/12** ans, vo 19h, salle vidéo.

DEUX JOURS À TUER, de Jean Becker, avec Marie-Josée Croze, Pierre Vanack, **12/16** ans, pf 16h30.

J'AI TOUJOURS RÊVÉ D'ÊTRE UN GANGSTER, de Samuel Benchetrit, avec Jean Rochefort, Anna Mougliais, Laurent Terzieff, **7/10** ans, pf 21h15.

LA LOI DES POINGS (FAUSTRECHT), de Bernard Weber & Robi Mueller, **16/16** ans, vo sa/di 14h15, salle vidéo.

LE VOYAGE DU BALLON ROUGE, de Hou Hsiao-hsien, avec Juliette Binoche, Song Fang, **16/16** ans, pf 18h45.

LOST IN LIBERIA, de Luzia Schmid, **16/16** ans, vo 21h30, salle vidéo.

RHINO, de Chantal Bermond & Anne-Catherine Connolly, **16/16** ans, pf 16h45, salle vidéo. Film sur l'ex-squat genevois RHINO du boulevard des Philosophes.

Place du Marché (Carouge) ⇨ 022 301 54 43

BIO

48 HEURES PAR JOUR, de Catherine Cassel, avec Antoine de Caunes, Aure Atika, Victoria Abril, **7/10** ans, pf 15h, 17h, 19h, 21h.

22, rue du Cendrier ⇨ 022 731 15 80

BROADWAY

SALLE SIMON

RESSOURCES HUMAINES, de Laurent Cantet, avec Jilili Lepert, Jean-Claude Vallot, **12/14** ans, vo 18h30.

CHRONIQUE D'UNE DISPARITION (SEGELL IKHTIFA), de & avec Elia Suleiman, Ula Tabari, Nazira Suleiman, **7/16** ans, vo 20h15. **20 ans de Trigon-Film.**

UZAK, de Nuri Bilge Ceylan, avec Muzaffer Özdemir, Emin Toprak, Zühâl Gençer, **12/16** ans, vo 22h15. **A propos du Festival de Cannes 2008.**

SALLE LANGLOIS

KOHER MONSIEUR, CHER PAPA, de François Kohler, **10/14** ans, vo 18h30, 21h45.

EMMAS GLÜCK (LE BONHEUR D'EMMA), de Sven Taddicken, avec Jördi Triebel, Jürgen Vogel, **16/16** ans, vo 20h.

16, rue Général-Dufour ⇨ 022 320 78 78

CAC VOLTAIRE

UNE AFFAIRE DE FAMILLE, de Claus Drexel, avec Miou-Miou, Eric Caravaca, Julien Courbey, **12/14** ans, pf 14h, 15h45, 17h30, 19h15, 21h.

23, rue de Chantepoulet ⇨ 022 908 04 30

CENTRAL

SANS SARAH, RIEN NE VA (FORGETTING SARAH MARSHALL), de Nicolas Stoller, avec Jonah Hill, Paul Rudd, Kristen Bell, Jason Segel, **14/14** ans, vo 15h30, 18h15, 20h30.

17, rue de la Corralerie ⇨ 022 311 81 80

CINÉ 17

HEIMATKLÄNGE, de Stefan Schwieterz, avec Noldi Alder, Erika Stucky, Christian Zehnder, **7/12** ans, vo 17h15.

À BORD DU DARJEELING LIMITED, de Wes Anderson, avec Owen Wilson, Amara Karan, Camilla Rutherford, **10/16** ans, vo 19h.

NON PENSARCI (CIAO STEFANO), de Gianni Zanasi, avec Anita Caprioli, Dino Abbrescia, Giuseppe Battiston, **10/16** ans, vo 21h.

8, boulevard Saint-Georges ⇨ 022 329 45 02

CINÉLUX

SEX AND THE CITY, THE MOVIE (SEX AND THE CITY, LE FILM), de Michael Patrick King, avec Sarah Jessica Parker, Kim Cattrall, Cynthia Nixon, **14/14** ans, vo 15h, 18h, 21h.

3, place des Eaux-Vives ⇨ 022 736 89 20

CITY

INDIANA JONES 4 (INDIANA JONES ET LE ROYAUME DU CRÂNE DE CRISTAL), de Steven Spielberg., avec Harrison Ford, Shia LaBeouf, Cate Blanchett, **10/12** ans, pf 18h30, 21h.

40, rue de Chêne-Bougeries ⇨ 022 348 50 50

FORUM

48 HEURES PAR JOUR, de Catherine Cassel, avec Antoine de Caunes, Aure Atika, Victoria Abril, **7/10** ans, pf 13h15, 17h30, 21h30.

BIENVENUE CHEZ LES CHT'IS, de & avec Dany Boon, Kad Merad, Michel Galabru, Zoé Félix, Line Renaud, **7/12** ans, pf 16h30, 21h30.

HORTON (HORTON HEARS A WHO) de Jimmy Hayward et Steve Martino, **0/5** ans, pf 13h.

INDIANA JONES 4 (INDIANA JONES ET LE ROYAUME DU CRÂNE DE CRISTAL), de Steven Spielberg., avec Harrison Ford, Shia LaBeouf, Cate Blanchett, **10/12** ans, vo 13h, 19h, pf 16h15, 22h., - pf 15h, 18h, 21h. Le quatrième volet des aventures d'Indiana Jones.

IRON MAN, de John Favreau, avec Robert Downey Jr., Gwyneth Paltrow, pf 19h30, 22h. **Pas de séances lundi 16 juin à 19h30.**

JACKPOT (WHAT HAPPENS IN VEGAS), de Tom Vaughn, avec Cameron Diaz, Ashton Kutcher, **10/12** ans, pf 14h, 16h.

JCVD, de Mabrouk El Mechri, avec Jean-Claude Van Damme, **12/14** ans, pf 17h30, 19h45, 22h + pf je/ve/lu/ma 15h.

LAS VEGAS 21, de Robert Luketic, avec Laurence Fishburne, Kate Bosworth, **14/16** ans, pf 13h, 16h, 22h, vo 19h.

L'ÎLE DE NIM, de Jennifer Flackett & Mark Levin, **7/7** ans, pf 13h.

LE JOURNAL D'UNE BABY-SITTER (THE NANNY DIARIES), de Shari Springer Berman, avec Laura Linney, Scarlett Johansson, **7/10** ans, pf 14h, 16h30, 19h, 21h30.

LES INSOUMIS, de Claude-Michel Rome, avec Richard Berry, Zabou Breitman, **16/16** ans, pf 13h, 15h15, 17h30, 19h45, 22h.

PHÉNOMÈNES (THE HAPPENING), de Night Shymalan, avec Mark Wahlberg, Zoëy Deschanel, **14/14** ans, vo 17h15, 19h30, 21h45 + sa pf mi-nuit + je/ve/lu/ma vo 15h., - pf 13h15, 15h30, 17h45, 20h, 22h15.

SANS SARAH, RIEN NE VA (FORGETTING SARAH MARSHALL), de Nicolas Stoller, avec Jonah Hill, Paul Rudd, Kristen Bell, Jason Segel, **14/14** ans, vo 15h30, 18h15, 20h30.

SEX AND THE CITY, THE MOVIE (SEX AND THE CITY, LE FILM), de Michael Patrick King, avec Sarah Jessica Parker, Kim Cattrall, Cynthia Nixon, **14/14** ans, vo 13h30, 17h, 20h30. - vo 14h15, 17h45, 21h15.

UNE AFFAIRE DE FAMILLE, de Claus Drexel, avec Miou-Miou, Eric Caravaca, Julien Courbey, **12/14** ans, pf 11h15, 15h30, 19h30.

27, Louis-Casal ⇨ 022 979 01 11

PATHÉ BALEXERT

CLEANER, de Renny Harlin, avec Samuel Lee Jackson, Ed Harris, **16/16** ans, vo 18h.

INDIANA JONES 4 (INDIANA JONES ET LE ROYAUME DU CRÂNE DE CRISTAL), de Steven Spielberg., avec Harrison Ford, Shia LaBeouf, Cate Blanchett, **10/12** ans, pf 21h45, vo 16h45, 19h15. Le quatrième volet des aventures d'Indiana Jones.

SANS SARAH, RIEN NE VA (FORGETTING SARAH MARSHALL), de Nicolas Stoller, avec Jonah Hill, Paul Rudd, Kristen Bell, Jason Segel, **14/14** ans, pf 15h45, 19h45, 22h.

SEX AND THE CITY, THE MOVIE (SEX AND THE CITY, LE FILM), de Michael Patrick King, avec Sarah Jessica Parker, Kim Cattrall, Cynthia Nixon, **14/14** ans, pf 15h30, 18h30 + pf sauf ve/sa 21h30.

Rue de la Servette ⇨

W-DREAMS TITANIUM

SEX AND THE CITY, THE MOVIE (SEX AND THE CITY, LE FILM), de Michael Patrick King, avec Sarah Jessica Parker, Kim Cattrall, Cynthia Nixon, **14/14** ans, vo 13h30, 17h, 20h30.

LE JOURNAL D'UNE BABY-SITTER (THE NANNY DIARIES), de Shari Springer Berman, avec Laura Linney, Scarlett Johansson, **7/10** ans, vo 14h, 16h45, 19h15, 21h45.

PHÉNOMÈNES (THE HAPPENING), de Night Shymalan, avec Mark Wahlberg, Zoëy Deschanel, **14/14** ans, vo 14h30, 16h45, 19h, 21h15.

Confédération Centre ⇨ 0900 900 156

PATHÉ REX

BIENVENUE CHEZ LES CHT'IS, de & avec Dany Boon, Kad Merad, Line Renaud, Michel Galabru, **7/12** ans, pf 16h.

15 ANS ET DEMI, de François Desagnat, avec Juliette Lamboloy, **12/14** ans, pf 13h.

DANSE AVEC LUI, de Valérie Guignabodet, avec Sami Frey, Mathilde Seigner, Anthony Delon, **12/14** ans, pf 15h30, 18h15, 21h.

HORTON de Jimmy Hayward et Steve Martino, **0/5** ans, pf 13h.

INDIANA JONES 4 (INDIANA JONES ET LE ROYAUME DU CRÂNE DE CRISTAL), de Steven Spielberg., avec Harrison Ford, Shia LaBeouf, Cate Blanchett, **10/12** ans, pf 15h45, 21h30, vo 13h, 18h30. - vo 13h, 18h30. Le quatrième volet des aventures d'Indiana Jones.

JCVD, de Mabrouk El Mechri, avec Jean-Claude Van Damme, **12/14** ans, pf 13h45, 18h30, 21h15.

LAS VEGAS 21, de Robert Luketic, avec Laurence Fishburne, Kate Bosworth, **14/16** ans, pf 15h45, 21h15, vo 18h30. - pf 15h45, 21h15.

LE JOURNAL D'UNE BABY-SITTER (THE NANNY DIARIES), de Shari Springer Berman, avec Laura Linney, Scarlett Johansson, **7/10** ans, pf 13h30, 16h, 18h30, 21h.

PHÉNOMÈNES (THE HAPPENING), de Night Shymalan, avec Mark Wahlberg, Zoëy Deschanel, **14/14** ans, pf 14h45, 17h, 19h15, 21h.

SEX AND THE CITY, THE MOVIE (SEX AND THE CITY, LE FILM), de Michael Patrick King, avec Sarah Jessica Parker, Kim Cattrall, Cynthia Nixon, **14/14** ans, pf 14h, 17h30, 21h. D'après la série télévisée «Sex and the City».

0900 900 156

PATHÉ RIALTO

LEMON TREE, d'Eran Riklis, avec Hiam Abbass, **7/12** ans, vo 14h, 16h30, 18h45, 21h.

LE CHEMIN VERS SAINT-JACQUES DE COMPOSTELLE, de Bruno Moll, avec Roman Weisshaupt, **7/14** ans, vo 15h, 19h15.

MARADONA, d'Emir Kusturica, **7/12** ans, vo 17h, 21h15. Film sur la légende du football, l'Argentin Diego Maradona.

UN CONTE DE NOËL, d'Arnaud Desplechin, avec Emmanuelle Devos, Melvil Poupaud, pf 14h15, 17h45, 20h45.

23, rue des Eaux-Vives ⇨ 022 736 04 22

LES SCALA

DEUX SOEURS POUR UN ROI (THE OTHER BOLEYN GIRL), de Justin Chadwick, avec Natalie Portman, Scarlett Johansson, **12/14** ans, vo 16h45.

GIORNI E NUVOLE, de Silvio Soldini, avec Margherita Buy, Carla Signoris, Alba Rohrwacher, **7/14** ans, vo 21h.

LA FORÊT DE MOGARI, de Naomi Kawase, avec Kanako Masuda, Makiko Watanabe, **10/12** ans, vo 19h.

78, rue de la Servette ⇨ 022 733 19 00

NORD-SUD

CINÉMA DES AÎNÉS

BIENVENUE CHEZ LES CHT'IS, de & avec Dany Boon, Kad Merad, Michel Galabru, Line Renaud, Zoé Félix, pf **lundi 16 juin** 14h30.

⇨Auditorium 1 av. du Mail

AUD. ARDITI

FRANCE VOISINE

INDIANA JONES 4 (INDIANA JONES ET LE ROYAUME DU CRÂNE DE CRISTAL), de Steven Spielberg., avec Harrison Ford, Shia LaBeouf, Cate Blanchett, pf 14h, 16h30, 19h30, 22h. Le quatrième volet des aventures d'Indiana Jones.

IRON MAN, de John Favreau, avec Robert Downey Jr., Gwyneth Paltrow, pf 19h30, 22h. **Pas de séances lundi 16 juin à 19h30.**

JACKPOT (WHAT HAPPENS IN VEGAS), de Tom Vaughn, avec Cameron Diaz, Ashton Kutcher, pf 14h, 16h, 18h, 20h, 22h15.

BIENVENUE CHEZ LES CHT'IS, de & avec Dany Boon, Kad Merad, Line Renaud, Zoé Félix, Michel Galabru, pf 14h, 16h30.

SEX AND THE CITY, THE MOVIE (SEX AND THE CITY, LE FILM), de Michael Patrick King, avec Sarah Jessica Parker, pf 14h, 17h, 20h. D'après la série télévisée «Sex and the City».

LAS VEGAS 21, de Robert Luketic, avec Laurence Fishburne, Kate Bosworth, pf 14h, 16h30, 19h30, 22h.

48 HEURES PAR JOUR, de Catherine Cassel, avec Antoine de Caunes, Aure Atika, Victoria Abril, pf 14h, 16h, 18h, 20h, 22h15. Pas de séances sa/di ni 14h ni 16h.

UNE AFFAIRE DE FAMILLE, de Claus Drexel, avec Miou-Miou, Eric Caravaca, Julien Courbey, pf 14h, 16h, 18h, 20h, 22h15. - pas de séances sa/di 14h ni 16h.

SAGAN, de Diane Kurys, avec Sylvie Testud, pf 14h, 16h30, 19h30, 22h. Film sur l'écrivaine française Sagan.

LES INSOUMIS, de Claude-Michel Rome, avec Richard Berry, Zabou Breitman, pf 14h, 16h30, 19h30, 22h.

PHÉNOMÈNES (THE HAPPENING), de Night Shymalan, avec Mark Wahlberg, Zoëy Deschanel, pf 14h, 16h, 18h, 20h, 22h15.

SKATE OR DIE, de Miguel Courtois, avec Idriss Diop, Elsa Pataky, pf 14h, 16h, 18h, 20h, 22h15.

HORTON de Jimmy Hayward et Steve Martino, pf sa/di 14h, 16h.

IMPY LE PETIT DINOSAURE, pf sa/di 14h, 16h.

Avant-première: SPEED RACER, de Larry & Andrew Wachowski, avec Cristina Ricci, Emile Hirsch, pf **lundi 16 juin** 19h30.

Archamps ⇨ 0033 450 432 800

ARCHAMPS

UNE AFFAIRE DE FAMILLE, de Claus Drexel, avec Miou-Miou, Eric Caravaca, Julien Courbey, pf 14h, 19h.

INDIANA JONES 4 (INDIANA JONES ET LE ROYAUME DU CRÂNE DE CRISTAL), de Steven Spielberg., avec Harrison Ford, Shia LaBeouf, Cate Blanchett, pf 21h. Le quatrième volet des aventures d'Indiana Jones.

SEX AND THE CITY, THE MOVIE (SEX AND THE CITY, LE FILM), de Michael Patrick King, avec Sarah Jessica Parker, Kim Cattrall, Cynthia Nixon, pf 21h. D'après la série télévisée «Sex and the City».

SANS ARME, NI HAINE, NI VIOLENCE, de Jean-Paul Rouve, avec Gilles Lellouche, Alice Tagliani, pf 14h, 19h. Film inspiré du «casse» de Nice et de la vie d'Albert Spaggiari.

PHÉNOMÈNES (THE HAPPENING), de Night Shymalan, avec Mark Wahlberg, Zoëy Deschanel, pf 14h, 21h.

BATAILLE À SEATTLE, vo 19h15. Film sur les manifestations d'altermondialistes lors du sommet de l'OMC à Seattle en décembre 1999.

Ferney-Voltaire ⇨ 0033 450 40 72 99

FERNEY-VOLTAIRE

EL BANO DEL PAPA (LES TOILETTES DU PAPE), d'Enrique Fernandez, avec Virginia Mendez, César Troncoso, vo 21h.

BEAUFORT, de Joseph Cedar, avec Eli Eltonyo, Oshri Cohen, Alon Abutbul, vo 18h30.

Annemasse, 3, rue 8 mai ⇨ +33 450 92 10 20

CINÉ-ACTUEL

UN CONTE DE NOËL, d'Arnaud Desplechin, avec Emmanuelle Devos, Melvil Poupaud, Julien Courbey, Eric Caravaca, vo 20h30.

BATAILLE À SEATTLE, vo 18h. Film sur les manifestations d'altermondialistes lors du sommet de l'OMC à Seattle en décembre 1999.

St-Julien-en-G. ⇨ +33 450 75 76 75

ROUGE & NOIR

VAUD

LAUSANNE

FERMETURE ANNUELLE

4, route Aloys-Fauquez ⇨ 021 647 46 42

BELLEVUAUX

INDIANA JONES 4 (INDIANA JONES ET LE ROYAUME DU CRÂNE DE CRISTAL), de Steven Spielberg., avec Harrison Ford, Shia LaBeouf, Cate Blanchett, **10/10** ans, pf 14h30, 17h30, 20h30.

6, avenue du Théâtre ⇨ 021 312 51 32

CAPITOLE

HEARTBURN (LA BRÛLURE), de Mike Nichols, avec Meryl Streep, Jack Nicholson, Jeff Daniels, vo 18h30.

LES DAMES DU BOIS DE BOULOGNE, de Robert Bresson (1945), avec Paul Bernard, Maria Casarès, Elina Labourdette, vo 21h.

Casino de Montbenzon ⇨ 021 331 01 02

CINÉMATHÈQUE

DEUX JOURS À TUER, de Jean Becker, avec Marie-Josée Croze, Albert Dupontel, **12/16** ans, pf 18h45.

BIENVENUE CHEZ LES CHT'IS, de & avec Dany Boon, Kad Merad, Zoé Félix, Line Renaud, Michel Galabru, **7/12** ans, pf 16h30, 20h30.

INDIANA JONES 4 (INDIANA JONES ET LE ROYAUME DU CRÂNE DE CRISTAL), de Steven Spielberg., avec Harrison Ford, Shia LaBeouf, Cate Blanchett, **10/12** ans, pf 15h, 18h, 20h30. Le quatrième volet des aventures d'Indiana Jones.

LAS VEGAS 21, de Robert Luketic, avec Laurence Fishburne, Kate Bosworth, **14/16** ans, pf 16h, 18h30, 21h.

PHÉNOMÈNES (THE HAPPENING), de Night Shymalan, avec Mark Wahlberg, Zoëy Deschanel, **16/16** ans, vo 20h45.

SANS SARAH, RIEN NE VA (FORGETTING SARAH MARSHALL), de Nicolas Stoller, avec Jonah Hill, Paul Rudd, Kristen Bell, Jason Segel, **14/14** ans, vo 16h15, 18h30, 21h.

SEX AND THE CITY, THE MOVIE (SEX AND THE CITY, LE FILM), de Michael Patrick King, avec Sarah Jessica Parker, Kim Cattrall, Cynthia Nixon, **14/14** ans, vo 15h, 18h, 21h.

1, chemin du Viaduc, Prilly ⇨ 021 661 10 76

CINÉTOILE

KOHER MONSIEUR, CHER PAPA, de François Kohler, **10/14** ans, vo du sa au ma 19h.

LE CHEMIN VERS SAINT-JACQUES DE COMPOSTELLE (ZU FUSS NACH SANTIAGO DE COMPOSTELA), de Bruno Moll, avec Roman Weisshaupt, **7/14** ans, vo 20h45.

36, avenue de Lavaux (Pully) ⇨ 021 728 69 69

CITY CLUB

INDIANA JONES 4 (INDIANA JONES ET LE ROYAUME DU CRÂNE DE CRISTAL), de Steven Spielberg., avec Harrison Ford, Shia LaBeouf, Cate Blanchett, **10/12** ans, vo 15h45, 17h45, 21h. Le quatrième volet des aventures d'Indiana Jones.

JCVD, de Mabrouk El



«EN ATTENDANT...»

GENÈVE
«EN ATTENDANT LA CANICULE» Exposition de clichés pris lors de la fête de la mise à feu de l'hi-ver 2008 («Bonhomme Hiver» brûlé). Photo-graphes: Stephan Torre et Roger Thomet. 02.05.2008-17.06.2008.
 Maison de quartier de Saint-Jean (8, chemin François-Furet)

RÉCOLTE D'INSTRUMENTS

SUISSE ROMANDE
RÉCOLTE D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE ET DE MATÉRIEL DE SONORISATION DESTINÉ À L'ASSOCIATION DES MUSICIEN-NE-S DU BU-RUNDI. Avec l'appui de la Mission permanente du Burundi en Suisse et du DFAE, Département fédéral des affaires étrangères. (Burundi=Etat d'Afrique centrale, région des Grands Lacs, capi-tale Bujumbura). Lieux partenaires:
 Valais: Théâtre de Valère, Sion; Théâtre du Cro-chetan, Monthey; Les Caves de Courten, Sierre. Vaud: Théâtre de Vevey; Théâtre de Beausobre, Morges; Paléo Festival, Nyon; Théâtre Benno Besson, Yverdon-les-Bains; Théâtre de l'Echan-dole, Yverdon-les-Bains; CPO Centre paroissial d'Ouchy, Lausanne.
 Genève: Théâtre Forum Meyrin.
 Neuchâtel: Théâtre du Passage, Neuchâtel; L'Heure Bleue, La Chaux-de-Fonds. 21.04.2008-30.06.2008.
 En Suisse romande, en divers lieux

EUROFOOT 2008

VAUD
L'EURO 08 À LA FRAT' (La Frat=La fraternité). Mardi 10 juin 18h Espagne-Russie. Mercredi 17 juin 20h45 France-Italie. Jeudi 18 juin 20h45 Grè-ce-Espagne. Vendredi 19 et samedi 20 juin 20h45 quarts de finale, mercredi 25 et jeudi 26 juin 20h45 demi-finale, dimanche 29 juin 20h45 fina-le. 07.06.2008-29.06.2008.
 Lausanne. La Frat' du Centre social protestant (2, place Arlaud). 021 213 03 53

«BALADE DE SÉPRAIS»

JURA
«LA BALADE DE SÉPRAIS», Parc abritant des sculptures en plein air de divers artistes. 09.06.2008-30.06.2008.
 Séprais, canton du Jura, à la campagne

PISCINES

PISCINES
PISCINE DE VAREMBÉ: Lundi 8h30-20h, mardi 12h-18h, mercredi 8h30-20h, jeudi 8h30-20h, vendredi 8h30-20h, samedi 8h30-18h30 (bassin extérieur 8h30-18h30), dimanche 8h30-18h30 (bassin extérieur 8h30-18h30). Solarium ouvert si temps favorable.
 av. Giuseppe-Motta 46. ☎ 022 733 12 14

PISCINE DES VERNETS: Lundi 13h-17h, mardi 7h30-20h, mercredi 7h30-21h, jeudi 7h30-17h, vendredi 7h30-20h, samedi 7h30-19h (bassin extérieur 9h-19h), dimanche 9h-19h (bassin exté-rieur 9h-19h). Solarium ouvert si temps favo-rable.
 rue Hans-Wilsdorf 4-6. ☎ 022 418 40 25

PISCINE COUVERTE DU LIGNON: Lundi 11h-13h30 et 16h30-20h30. Mardi-jeudi-vendredi 8h30-13h30 et 16h30-20h30, mercredi 8h30-20h30, samedi/dimanche 9h30-17h.
 Route du Bois-des-Frères 30. ☎ 022 796 62 96

PISCINE MUNICIPALE D'ONEX-PARC: Lundi-mardi 11h30-21h, mercredi 9h-20h, jeudi 11h30-20h, vendredi 11h30-17h, samedi et dimanche 9h-17h.
 av. Bois de la Chapelle 83. ☎ 022 792 13 86

GENÈVE-PLAGE: Ouverture de 10h à 20h du 31 mai au 14 septembre.
 Quai de Cologny, bord du lac. ☎ 022 736 24 82

APPELS D'URGENCE

Service du feu ☎ 118
Police secours ☎ 117
Urgences sanitaires, ambulances ☎ 144
La Main tendue (24h24) ☎ 143
sos enfants ☎ 147

GENÈVE

Pharmacies de garde jusqu'à 23h:
 Pharmacie Place du Cirque, 77 boulevard Saint-Georges, 022 328 11 58
 Pharmacie du 70 route du Grand-Lancy, 022 794 31 80

Livraison urgente de médicaments:
 week-end + chaque nuit de 19h à 8h: appelez le 144 ou 1818

Médecine : ☎ 022 372 33 11 ou téléphone ☎ 022 382 33 11. Hôpital cantonal, Rue Micheli-du-Crest 24, 24h24

SOS Médecins à domicile:
 ☎ 022 748 49 50. 24h24.

SOS Infirmières: ☎ 022 420 24 64. 24h24

Maternité: ☎ 022 382 42 36, (Obstétrique/accouchements)
 ☎ 022 382 68 16 (Gynécologie)
 Bd de la Cluse 32. 24h24

Pédiatrie: ☎ 022 382 45 55. Hôpital des enfants, rue Willi-Donzé 6 24h24

Lu-ve de 18h à 24h, week-end et jours fériés de 08h à 24h (téléphone obligatoire):
 ☎ 022 305 04 58. Clinique des Grangettes, ch. des Grangettes 7, Chêne-Bougeries
 ☎ 022 719 61 00, Hôpital de la Tour, av. J.-D. Maillard 3, Meyrin

Psychiatrie : ☎ 022 305 41 11. Belle-Idée, 2 ch. Petit-Bel-Air, Chêne-Bourg. 24h24.

Dentiste: ☎ 022 346 64 44
 Permanence Champel, ch. Malombré 5
 ☎ 022 346 64 44
 Permanence Servette, av. Wendt 60
 ☎ 022 733 98 00

Lu-Ve 8h-19h, Sa 8h-17h
 Les Di & jours fériés 9h-17h
 Champel ou Servette en alternance

VAUD

AUBONNE & ROLLE

Pharmacies urgence 24h24
 dimanche de 10h à 12h & de 17h à 18h : Pharmacies d'Aubonne ou du Marché à Aubonne ou Pharmacie de l'Île à Rolle. Renseignements ☎ 079 301 27 28

Médecin de garde, Aubonne
 ☎ 0848 877 987

Médecin de garde, Rolle
 ☎ 021 822 11 11

AIGLE & BEX/VILLENEUVE

Pharmacie de garde:
 dimanche de 11h à 12h & de 17h à 18h
 Pour les urgences exclusivement, en dehors de ces heures, appelez le 024 463 22 25 (pharmacien(ne)

Pharmacie du Centre, Aigle
 Médecin de garde, ☎ 024 468 86 88

LAUSANNE

Pharmacie ouverte jusqu'à 21h :
 Sun'Store Metropole, 21, rue Terreaux
 ☎ 021 320 20 35

Pharmacie ouverte jusqu'à 23h :
 A la Gare, pl. de la Gare 9,
 ☎ 021 324 20 20

Pharmacie ouverte jusqu'à 24h :
 24 SA, av. de Montchoisi 3,
 ☎ 021 613 12 24

Urgence médicament de 23h au matin :
 ☎ 021 213 77 77

Médecine : ☎ 02 /345 22 22.
 Policlinique médicale et universitaire, rue du Bugnon, 24h24
 ☎ 021/314 11 11 CHUV (entrée rue du Bugnon 21) 24h24

Médecins de garde, ☎ 021/213 77 77. 24h24

Maternité: ☎ 021/314 35 05, (Obstétrique/accouchements), av. Decker 24h24

Pédiatrie: ☎ 021 627 28 29. Hôpital de l'enfance, Montétan 16, 24h24

Psychiatrie: ☎ 021 643 61 11. Hôpital de Cery, Prilly. 24h24.

MONTREUX

Pharmacie de garde: Lu-Ve jusqu'à 20h Sa jusqu'à 19h
 Di & fériés 10h-12h & 17h-19h

Information et Urgence avec ordonnance en dehors des heures,
 ☎ 021 962 77 00 (police)

Médecin de garde: ☎ 021/963 63 22

PARTENARIAT

Retrouvez nos journalistes en collaboration avec la rédaction de Radio Cité

tous les mardis à 8h40 pour L'Actu à la Une en direct sur Radio-Cité dans Les Matinales



LE COURRIER
 Administration et rédaction à Genève:
 3, rue de la Truite, CP 238, 1211 Genève 8
 Réd. ☎ 022/809 55 66
 fax: 022/329 42 74
 Adm. ☎ 022/809 55 55
 fax: 022/809 55 67
 Rédaction neuchâteloise:
 3, avenue de la Gare, 2000 Neuchâtel
 Réd. ☎ 032/724 60 50-51
 fax: 032/724 60 58
 Rédaction vaudoise:
 1, place Grand Saint-Jean, CP 6772,
 1002 Lausanne
 Réd. ☎ 021/683 08 85
 fax: 021/683 08 86
 Internet: www.lecourrier.ch
 E-mails:
 Abonnements: abo@lecourrier.ch
 Rédaction: redaction@lecourrier.ch
 Courrier des lecteurs:
 lecteurs@lecourrier.ch

Rédacteur en chef: Fabio Lo Verso.
 Rédacteur-trice en chef adjoint-e:
 Simon Petite, Raphaële Bouchet
 Suisse romande: Michel Schweri (Genève), Philippe Bach (Genève), Philippe Chevalier (Genève), Olivier Chavaz (Genève), Michaël Rodriguez (Vaud), Isabelle Stucki (Neuchâtel), Rédaction *La Liberté* (Fribourg).
 Confédération: Virginie Poyetton.
 Solidarité: Benito Perez (responsable), Simon Petite, Sergio Ferrari.
 Culture: Raphaële Bouchet (respon-sable), Anne Pitteloud, Roderic Mounir, Samuel Schellenberg, Dominique Hartmann.
 Société: Corinne Aublanc.
 Religions: Rachad Armanios.
 Photographe: Jean-Patrick Di Silvestro
 Edition, images: Jean-Luc Planté (res-ponsable), Laurent Héritier, Anne Pitteloud, Jérôme Rivollet.
 Montage, graphisme: Franklin Wicht (responsable), Daniel Sastre, Oscar Vazquez, Adrienne Barman.
 Secrétaires de la rédaction: Marc-Olivier Parlatano, Marilisa Coppetti.

Editeur: Nouvelle Association du Courrier (NAC), Genève.
 Président: Florio Togni.

Collaboration rédactionnelle avec *La Liberté*, *Le Monde diplomatique*, *La Quinzaine littéraire*, *Il Manifesto*, *La Revue Durable* et *Pages de gauche*.

Collaboration avec *La Liberté*

Rédacteur en chef: Louis Ruffieux

Rédacteurs-trice en chef adjoint-e:
 Claude Chuard, Magalie Goumaz, Gérard Tinguely.

Rubrique Suisse: Patrice Favre (respon-sable), Erik Reumann (correspondant à Berne), François Nussbaum (*L'Express*), Christiane Insand (*Le Nouvelliste*), Jérôme Cachin (Vaud), Pierre Kolb, Gérard Tinguely, Pascal Baertschy.

Rubrique internationale: Pascal Baeriswyl (responsable).

Rubrique économie: Linda Bourget, Christian Campiche.

Gros Plan: Magalie Goumaz (respon-sable), Patrick Vallélian.

Abonnements: 1 an 366.- / 6 mois 196.- / AVS-Al-Jeunes 1 an 279.-

Etudiants 186.- / Soutien 1 an 483.- / 6 mois 244.- / 2 mois d'essai 30.- / week-end 116.- / CCP: 12-1254-9

Imprimeur: Imprimerie Atar Roto Presse, Genève.

Tirage contrôlé REMP 2007 du nombre moyen d'exemplaires vendus: 8820.

Le Courrier compte près de 10 000 abonnés et paraît le samedi à environ 11 000 exemplaires.

CONVOIS FUNÈRES

16 juin
VAUD
Claude Belet. La Tour-de-Peilz, Lausanne, Bussigny-près-Lausanne, décédé à 83 ans, culte en l'église de La Tour-de-Peilz à 14h15.
Astrid Bovay-Gonin. Morges, Vuarrengel, Belmont-sur-Yverdon, Suchy, Essertines, Goumoens, décédée à 86 ans, culte au temple de Vuarrens à 14h, honneurs à 14h30.
Nenad Damjanovic, décédé à 30 ans, enterrement à Montoie, à Lausanne, chapelle A, à 13h.
Etienne Friedly, Echallens, Vouvry, Belmont-sur-Lausanne, Renens, Fribourg, décédé à 89 ans, liturgie de la Parole de Dieu et dernier adieu au Centre funéraire de Montoie, à Lausanne, chapelle A, à 16h30, honneurs à 15h.
Andrée Gris-Chevalier, décédée à 87 ans, la célébration du dernier adieu a eu lieu dans l'intimité de la famille.
Silvia Sauter-Birri, Denges, Lau-sanne, Orbe, Coire/Chur (Grisons), Genève, Matran, décédée à 66 ans, la cérémonie d'adieux a eu lieu en la chapelle de Beau-sobre, à Morges, dans l'intimité.
Nadine Winkler-Sammr, Prévèverenges, décédée à 85 ans, cérémonie au temple de Morges à 14h.
VALAIS
Elisabeth Gardon-Vouga, Pully, Chexbres, Bex, Les Cullayes, Corcelles (NE), Cergnat, culte d'adieu au Centre funéraire de Mon-toie, chapelle A, à Lausanne, à 14h30, hon-neurs à 15h.

18 juin
GENÈVE
Pierre Girard, décédé à 76 ans, cérémonie religieuse en l'église Saint-François-de-Sales (rue des Voisins) à 14h30.

JURA
Henri Schaller, décédé à 93 ans, Vicques, Delémont.
Rudolphe Sommer, Delémont, Freienstein (ZH), décédé à 71 ans, le dernier adieu a eu lieu dans la stricte intimité de la famille.
Pierre Tendon, décédé à 89 ans, Delémont.

17 juin
GENÈVE
Gabriel Maître, décédé à 82 ans, cérémonie religieuse au Centre funéraire de Saint-Georges à 14h.

VALAIS
Françoise Kubler-Jossi-Kleiner, Vionnaz, décédée à 72 ans, culte d'adieu en l'église de Port-Valais à 18h30.

JURA
Werner Jacot, Aesch, Himmelried, Ettingen, décédé à 97 ans, le culte et le dernier adieu seront célébrés au temple de Delémont à 14h.

VAUD
Elisabeth Gardon-Vouga, Pully, Chexbres, Bex, Les Cullayes, Corcelles (NE), Cergnat, culte d'adieu au Centre funéraire de Mon-toie, chapelle A, à Lausanne, à 14h30, hon-neurs à 15h.

18 juin
GENÈVE
Pierre Girard, décédé à 76 ans, cérémonie religieuse en l'église Saint-François-de-Sales (rue des Voisins) à 14h30.

MOTS CROISÉS N° 1117

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

HORIZONTALLEMENT

1. Des affaires qui tournent rond. 2. Considérés comme très chers. 3. Etat d'Asie. Belle de salon. 4. Mieux vaut l'avoir à la bouche que dans le buffet. Répétition d'un numéro. 5. A la page. Rival jaloux. 6. Pour du neuf. Diminuer la surface d'une voile. 7. Cherchas à atteindre. Celle qu'il a. 8. Bloc dollar. Village fortifié d'Afrique du Nord. 9. Il est vivant. Belle plante à fleurs jaunes. 10. L'une se déplace dans les airs, l'autre évolue dans l'eau.

VERTICALEMENT

1. Ramasser une bûche. 2. Ville de la Turquie d'Europe. Envoya des Français outre-Rhin. 3. Prit son adversaire de haut. Ville portuaire du Japon. 4. Désole les randonneurs. Mot de diplômé. 5. Sa coupe est connue des gourmets. 6. Le rubidium. Union de deux conti-nents. 7. Mouvement de foule. Découvrant de gauche à droite. 8. Groupes de poursuivants. Ce qui fait courir le lièvre et la tortue. 9. Langue parlée à Tallinn. Se fait à l'envers. Entier monsieur et président. 10. Des oiseaux très bruyants.

SOLUTIONS DU N° 1116

HORIZONTALLEMENT

1. DÉCRUE. 2. ETAU. OCÉAN. 3. BABILLARDE. 4. RIEN. ERRAS. 5. ANSES. EE. 6. TSARS. OH. 7. LÉA. LUSTRE. 8. LANDE. ERES. 9. EU. AVISO. 10. EXAMEN. CLÉ.

VERTICALEMENT

1. DÉBRAILLÉE. 2. ETAIN. EAUX. 3. CABESTAN. 4. RUINES. DAM. 5. SALÈVE. 6. EOLE. RU. IN. 7. CARESSES. 8. FERRE. TROC. 9. LADA. ORE. 10. ANESTHÉSIE.

COURS DES MONNAIES

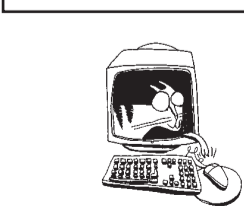
DU 13 JUIN 2008				Cours	Billets	Achat	Vente
Cours	Devises	Achat	Vente	USA	USD	1.000	1.0700
USA	USD	1.0341	1.0585	Euro	EUR	1.5700	1.6300
Europe	EUR	1.5939	1.6315	RoyaumeUni	£	1.9300	2.0900
RoyaumeUni	GBP	2.0191	2.0667	Japon	JPY	0.9400	1.0300
Japon	JPY	0.9794	1.0022	Argent	kg	28'801	29'101
						542.90	557.90

MÉTÉO

Prévision jusqu'à lundi soir
Suisse romande et Valais :
 Ce soir et cette nuit : très nuageux, faibles pluies possibles par moments. Limite pluie-neige entre 2000 et 2200m.
 Lundi : très nuageux et par moments pluvieux, surtout en seconde partie de journée. Températures en plaine: à l'aube 10°, l'après-midi 16°, 18 en Valais. Isotherme du 0° remontant de 2300 à 2800m. Vents modérés du sud-ouest en montagne.
Suisse alémanique, Nord et Centre des Grisons :
 Ce soir et cette nuit : très nuageux, par moments quelques précipitations. Limite pluie-neige vers 1900m.
 Demain : Très nuageux. Brèves éclaircies possibles dans le nord et le centre des Grisons. Précipitations intermittentes notamment le long du Jura, dans les Alpes centrales, ainsi que dans les Préalpes. Température minimale 9°, maximale 15°. Isotherme du 0° remontant de 2200 à 2600 mètres. En montagne vents modérés du sud-ouest.
Sud des Alpes et Engadine :
 Cette nuit et demain : très nuageux avec de faibles pluies par moments. Demain soir, intensification des précipitations accompagnées parfois d'orages. Limite des chutes de neige remontant de 2100 à 2400 mètres. Température en plaine: à l'aube 12°, l'après-midi 16°. Isotherme du 0° vers 2600m. En montagne vents modérés du sud-ouest.

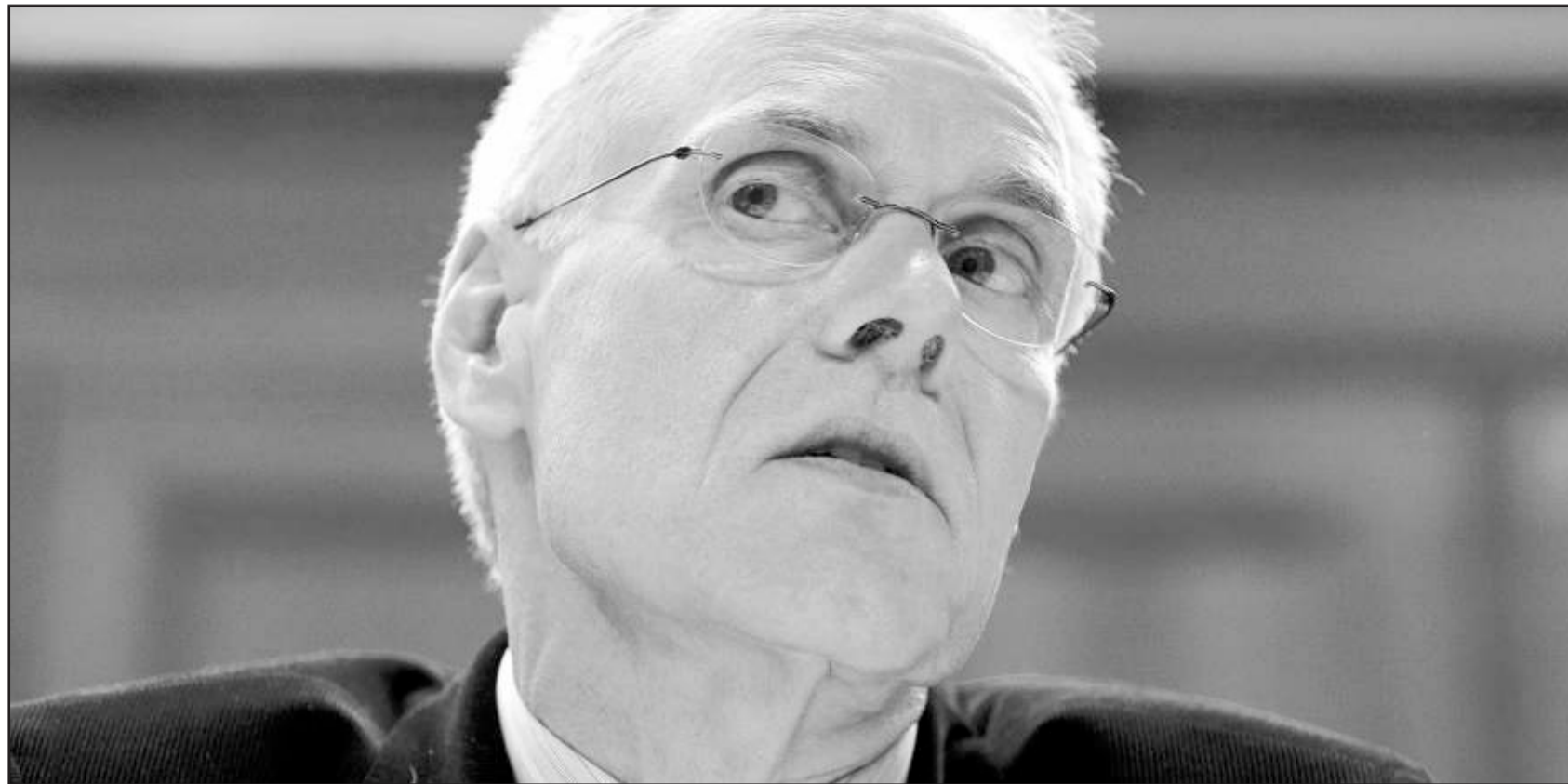
Evolution probable du mardi au vendredi :
Suisse romande, Valais, Suisse alémanique, Nord et Centre des Grisons :
 Mardi : très nuageux avec des précipitations intermittentes. Maximum 16 à 18°. Mercredi : en début de journée nuageux, quelques averses résiduelles possibles le long des reliefs et dans l'est, puis passage à un temps assez ensoleillé. Maximum 22 à 24°. Jeudi : en général ensoleillé le matin. Passages nuageux en augmentation dans l'après-midi. Maximum 24 à 26°. Vendredi : ciel nuageux avec quelques averses. Développement d'éclaircies l'après-midi à partir de l'ouest. Maximum 19 à 21°. **Sud des Alpes et Engadine :**
 Mardi : couvert avec de fréquentes précipitations, accompagnées d'orages localement intenses au sud. Maximum 19°. Mercredi à vendredi : temps bien ensoleillé. Cumulus le long des Alpes. Maximum 28°. MÉTÉOSUISSE

PUBLICITÉ
SOS JURIDIQUE
 conseil - contrat requête - recours
022 3000 332



CENTRALE NUCLEAIRE *Sans en exclure les risques, Moritz Leuenberger rappelle que le nucléaire est un de quatre piliers de la politique énergétique suisse.*

«Nous allons aussi vite que possible»



Le ministre socialiste confie que le Conseil fédéral a examiné la possibilité d'accélérer la procédure pour construire une nouvelle centrale nucléaire en Suisse. KEYSTONE

PROPOS RECUEILLIS PAR

EDGAR BLOCH ET PIERRE PAUCHARD

Au lendemain d'une demande formelle d'autorisation déposée par le groupe Atel, le débat autour du nucléaire est relancé. Moritz Leuenberger, conseiller fédéral en charge du Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) fait le point sur le sujet.

Atel vient d'annoncer le dépôt d'une demande d'autorisation pour une nouvelle centrale nucléaire. Avez-vous été surpris?

Moritz Leuenberger: Non, nous savions que ça viendrait et le Conseil fédéral, par ses décisions en matière de politique énergétique, avait encouragé les entreprises à déposer une telle demande. Nous allons maintenant l'examiner.

Vous ne passez pas pour un chaud partisan du nucléaire, certains milieux vous reprochant même un certain attentisme. Que leur répondez-vous?

Je ne comprends pas ces critiques. En le définissant comme l'un des piliers de notre politique de l'énergie, le Conseil fédéral s'est clairement prononcé en faveur du nucléaire. Nous avons même examiné une accélération de la procé-

re pour de tels projets. Mais nous n'avons pas voulu changer la loi, une transformation législative exigeant de toute façon plus de temps. Sans compter qu'ici aussi un référendum aurait pu être lancé. Accélérer les choses de cette manière était donc impossible, la branche l'a unanimement admis. Mais sur le plan administratif, on va aussi vite que possible.

La hausse du prix du pétrole et la cherté des énergies fossiles polluantes bénéficient pourtant au nucléaire qui n'a jamais joui d'une meilleure image depuis la catastrophe de Tchernobyl?

Cette filière ne produit que peu de CO₂, ce qui constitue un atout pour la politique climatique. Mais le nucléaire comporte des risques qu'il faut avoir à l'esprit en cas de référendum. La question des déchets radioactifs reste non résolue même si j'essaie d'y trouver une solution. Quant aux énergies renouvelables, nous devons démontrer que tout a été fait pour les promouvoir.

A propos des déchets radioactifs on attend toujours une détermination du Conseil fédéral sur les sites cet été?

Le Conseil fédéral a lancé une procédure par étapes. La première se déroule actuel-

lement et porte sur la recherche des régions géologiques susceptibles d'héberger un tel site. Nous suivons une procédure de consultation très démocratique, sans nous fixer à ce stade sur un lieu précis. Pour nous éviter les déconvenues passées, nous voulons évaluer, pas à pas, la faisabilité du stockage des déchets selon des critères scientifiques. Nous procédons également à une large consultation. Enfin, ce n'est que dans une prochaine étape que nous choisirons les lieux précis pouvant accueillir ces déchets.

Beaucoup considèrent les efforts en direction des énergies renouvelables comme une panacée et les jugent encore notablement insuffisants. Devrait-on investir beaucoup plus dans ce secteur?

Il serait sage de le faire. D'ailleurs, nous recevons actuellement d'innombrables demandes de producteurs de renouvelables qui souhaitent bénéficier de la rétribution à prix coûtant du courant injecté dès l'année prochaine. Un bon signe. Cela dit, notre politique énergétique se concentre autour de quatre piliers d'importance égale. Les énergies renouvelables et les centrales à gaz et nucléaires en sont deux et ont la même place que la recherche de gains en efficacité énergétique et le déve-

loppement d'une politique énergétique étrangère. Le Conseil fédéral estime que si nous ne poussons pas tous ces volets de concert, nous souffrirons dans quelques années de pénurie.

A propos des centrales à gaz à cycles combinés: favoriser une compensation des émissions de gaz à effet de serre en Suisse plutôt qu'à l'étranger ne contribue-t-il pas à éliminer le moindre investissement dans cette source en Suisse?

Le Conseil fédéral souhaite l'essor des centrales à gaz, mais le parlement préfère que l'essentiel des compensations soit fait à l'intérieur de la Suisse. Certains voulaient sincèrement éviter ainsi des émissions de CO₂. D'autres espéraient cependant ainsi favoriser l'industrie nucléaire, compte tenu d'une concurrence possible entre les deux sources. Il est clair que si les sociétés doivent compenser 70% du CO₂ en Suisse, elles seront tentées d'investir en Italie ou en Allemagne dans des installations qui, elles, ne doivent pas compenser leurs émissions. Dans ces pays, le gaz est encouragé car il représente une alternative au charbon. Il faut donc convaincre le parlement pour qu'il veille à ne pas favoriser de tels effets. AGEFI

LIGNE LAUSANNE-GENÈVE

«Comment la financer?»

Vous avez provoqué un beau tollé en évoquant une mise en bourse des CFF et en vous rétractant le lendemain. Mais n'est-ce pas une idée qui mériterait d'être étudiée? Les Romands espèrent réaliser rapidement la 3^e voie ferroviaire entre Lausanne et Genève. Mais comment financer cette voie, tout comme d'autres investissements absolument nécessaires? Faut-il augmenter les moyens du fonds de financement des projets d'infrastructure de transports publics (FTP), accroître les sources qui nourrissent ce fonds, comme la TVA, la taxe poids lourds ou la taxe sur les carburants? On peut songer aussi à une taxe CO₂ spécialement affectée. Quant à l'entrée en bourse des CFF, elle comporte l'inconvénient de tirer juste «un seul coup»: une fois l'argent retiré c'est terminé. Toute solution comporte ses inconvénients.

Cette idée de mise en bourse, était-ce une expression de solitude désespérée?

C'était un cri d'alarme et une provocation. La «NZZ» a d'ailleurs rapidement démontré les inconvénients d'un tel projet. Le problème de fond est que l'on prévoit d'augmenter les sommes allouées à la formation et à la recherche ou à l'aide au développement, ce qui est parfaitement justifié, mais qu'on ne fait pas preuve de cette même volonté pour nos infrastructures. Bref, on en revient toujours à la question de base: Quelles solutions trouver pour financer ces infrastructures si importantes pour l'économie du pays et la cohésion sociale? Je constate en tout cas que la discussion est maintenant lancée et je m'en réjouis.

Existe-t-il un espoir que le fonds d'infrastructure permette d'améliorer l'élargissement de l'auto-route Lausanne-Genève?

Cette question doit être étudiée. Une décision tombera à ce sujet en 2010. PP/EB

LE COURRIER

Indépendant par nature

Je choisis de:

- m'abonner pour une année au tarif soutien: 483 fr. (coûts réels du journal)
- faire un essai de trois mois: 35 fr.
- m'abonner pour une année: 299 fr. (au lieu de 366 fr.)
- m'abonner pour une année: 279 fr. (AVS/AI/chômage/-26 ans)
- m'abonner pour une année: 186 fr. (étudiantEs/apprentiEs)
- m'abonner pour une année: 116 fr. (édition du weekend)

Nom et prénom: _____

Rue et N°: _____

NP et localité: _____

Téléphone: _____

Année de naissance: _____

Profession: _____

Signature: _____



LES ARCHIVES SONORES DU PROCÈS D'IMRE NAGY DIFFUSÉES 50 ANS APRÈS SA MORT

LE MARTYR DE 1956 RETROUVE LA VOIX

Le héros de la Révolution de 1956 en Hongrie a été exécuté il y a 50 ans. Les archives sonores de son procès secret viennent d'être diffusées pour la première fois. De quoi soulager l'ex-insurgé Zoltan Daboczi, établi à Font.

THIERRY JACOLET

C'est une histoire qui s'est achevée au cimetière, comme toute bonne histoire de Révolution. A la différence près que le dernier acte ne s'est pas joué dans la douleur. Le 16 juin 1989, les funérailles nationales d'Imre Nagy, le chef du gouvernement révolutionnaire de 1956, et de quatre compagnons ont été ressenties comme un soulagement par le peuple hongrois. Il faut dire que les cinq hommes avaient été exécutés par les Soviétiques à Budapest... le 16 juin 1958 et enterrés dans l'anonymat, après un simulacre de procès secret.

A l'occasion du 50^e anniversaire de leur mort, les archives sonores des six jours de procès ont été diffusées pour la première fois la semaine passée en Hongrie. Les bandes son des 52 heures des débats dormaient dans les sous-sols des Archives nationales. Elles ont été rendues publiques grâce à l'ONG Open Society Archives (OSA) et l'Institut 1956 de recherches historiques.

On ne peut cacher la vérité

«C'est formidable», apprécie Zoltan Daboczi. «Je n'ai pas encore entendu ces archives, mais cela veut dire qu'on ne peut jamais cacher la vérité. Elle ressort un jour ou l'autre.» Ce pasteur qui profite de sa retraite aujourd'hui à Font, dans la Broye fribourgeoise, sait de quoi il parle. Lui, l'insurgé happé par le mouvement de colère de tout un peuple opprimé le 23 octobre 1956 contre l'occupant rouge (voir ci-dessous). Il avait 17 ans et des rêves de liberté personnifiés par Imre Nagy, le héros de l'insurrection populaire hongroise.

Arrivé au pouvoir en 1953, en pleine déstalinisation, Imre Nagy a à peine le temps de mettre en route une politique de réforme radicale qu'il est éjecté en 1955. «Il portait alors l'espoir d'un avenir meilleur», se souvient Zoltan Daboczi. «Il a fait sortir les gens des prisons, fermé les camps de concentration, haussé le niveau de vie, lancé l'économie de marché.»

L'insurrection menée par les intellectuels, les étudiants et les ouvriers en octobre 1956 est écrasée dans le sang par les chars soviétiques. Imre Nagy, ses compagnons de parti et du gouvernement sont arrêtés le 22 novembre par le KGB et déportés en Roumanie. Lui et quatre membres du gouvernement sont pendus le 16 juin 1958.

Menacé d'arrestation par la police politique, Zoltan Daboczi avait rejoint Paris. «J'ai appris la nouvelle par un

simple communiqué de presse. Nous, jeunes évadés de la Révolution, nous étions révoltés. Nous en voulions aux Américains et Occidentaux de nous avoir abandonnés. Nous réalisons que nous ne pouvions compter que sur nous-mêmes. Personnellement, il ne me restait plus qu'à réussir mes études. J'ai choisi le ministère pastoral pour servir.»

Les funérailles du 16 juin 1989 ont marqué la victoire de la Révolution

ZOLTAN DABOCZI

Durant le procès tenu à huis clos à Budapest, les cinq membres du gouvernement sont accusés de haute trahison, de crimes contre le communisme. «Ils ne se sont pas défendus. Nagy a préféré mourir, plutôt que de prononcer la phrase qui aurait légitimé le régime fantoche et usurpateur de Janos Kadar, son successeur. Il a dit qu'il sera reconnu un jour.»

Imre Nagy ne s'est pas trompé. Le 16 juin 1988, une cérémonie symbolique rend hommage au martyr et à ses compagnons, à Paris. Car la France se souvient que Budapest a chanté la «Marseillaise» en 1956. Jacques Chirac, alors maire de la capitale française, offre une concession au Père-Lachaise.

«J'ai eu le bonheur d'avoir été appelé à Paris où j'ai rencontré les membres des familles des suppliciés. Nous sentions tous le changement du vent de l'histoire», glisse Zoltan Daboczi. Un cénotaphe est érigé en 1988 au cimetière, à l'initiative de la Ligue hongroise des droits de l'homme et du Comité de justice historique des victimes de la Révolution.

Enterrés dans l'anonymat

C'est que les dépouilles de Nagy et des autres martyrs avaient été enterrées anonymement, histoire d'éviter que leurs tombes ne deviennent un lieu de culte. La commémoration de la mort de Nagy est restée interdite sous le communisme, tout comme l'accès aux tombes. «Tout Budapest savait que les corps étaient enfouis dans la parcelle 301 du cimetière sud de Budapest», se rappelle le pasteur. «J'avais essayé en 1978 et en 79 de me recueillir sur leurs tombes supposées. Mais j'ai à chaque fois été refoulé par la police. C'est seulement en 1981 que j'ai réussi à atteindre la parcelle 301.»



Un Hongrois brandit le portrait d'Imre Nagy lors du soulèvement de 1956 à Budapest. Le chef du gouvernement révolutionnaire portait en lui les espoirs du peuple face à l'occupant soviétique. KEYSTONE

Après des recherches dignes d'un roman policier, les corps sont finalement exhumés au printemps 1989. «Avec le régime qui prenait l'eau de toutes parts, les communistes réformistes ont arraché l'accord du parti pour faire un enterrement national à Budapest le 16 juin 1989.» Une foule de plusieurs centaines de milliers de personnes participe à ces funérailles symboliques. «Elles ont marqué la victoire de la Révolution», décoche le pasteur. «Avec Solidarnosc en Pologne, l'enterrement a déclenché l'incendie qui a ravagé le bloc socialiste.»

Restait encore à la Cour suprême de Hongrie à réhabiliter officiellement Nagy

et ses compagnons le 6 juillet. Il aura fallu du temps pour que l'histoire leur rende justice. «Les communistes ont fait un lavage de cerveau à toute la population après 1956», éclaire le pasteur. «A partir de 1968 le régime hongrois est devenu de plus en plus mou. Et avec les années on parlait plus librement.» C'était le «goulache communisme».

Un sixième cercueil symbolique a même été ajouté, en hommage à toutes les victimes des communistes durant près d'un demi-siècle. C'était peut-être aussi celui du communisme tout court, dont le régime allait s'effondrer quelques mois plus tard... I

CHRONOLOGIE

19 octobre 1956

Début de l'agitation estudiantine en Hongrie.

23 octobre 1956

Plus de 100 000 personnes manifestent à Budapest. Les Hongrois réclament la démocratie, le rejet du stalinisme et le retrait des troupes russes.

24 octobre 1956

Imre Nagy est appelé à la tête du gouvernement. Trois jours plus tard, les troupes soviétiques se retirent.

4 novembre 1956

L'armée rouge envahit Budapest. La répression fait environ 200 000 morts et se termine le 15 novembre.

22 novembre 1956

Imre Nagy et les membres du gouvernement, ceux du parti, leurs familles sont arrêtés par le KGB et déportés en Roumanie.

16 juin 1958

Imre Nagy, Pal Maleter, Geza Losonczy, Jozsef Szilagyai et Miklos Gimes sont pendus à Budapest, après un simulacre de procès.

16 juin 1988

Un cénotaphe rend hommage aux martyrs au cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

16 juin 1989

Funérailles nationales à Budapest devant plusieurs centaines de milliers de personnes.

6 juillet 1989

Les cinq exécutés sont réhabilités par la Cour suprême de Hongrie. Elle déclare nulle et non avenue leur condamnation, détruisant la thèse politique sur laquelle le régime de Kadar avait tiré sa légitimité. TJ



Zoltan Daboczi a vécu l'insurrection hongroise de l'intérieur. Il a aidé les révoltés à faire tomber la statue de Staline le 23 octobre 1956. Avant de s'engager avec les étudiants. CHARLY RAPPO

«J'ai vu la statue de Staline tomber»

Comment avez-vous vécu l'insurrection hongroise de 1956?

Le 23 octobre vers 17 h, j'allais à une étude biblique quand j'ai vu une marée humaine avançant en direction de la statue de Staline. Je me suis fait emporté par la foule de plusieurs dizaines de milliers de personnes jusqu'à la place de Staline. On scandait «Indépendance, liberté!» ou «Les Russes, rentrez chez vous!» Arrivés devant l'immense colosse en bronze de Staline, les gens essayaient de le faire tomber en le treuillant avec quatre ou cinq engins énormes. Comme j'étais enfant de sculpteur, je savais que c'était impossible.

Qu'avez-vous fait?

Je suis monté sur l'estrade et j'ai expliqué qu'il fallait scier la statue pour la renverser. Des gens sont allés chercher des chalu-meaux. J'ai vu la statue tomber en quelques minutes... Aussitôt, ils l'ont attachée à un camion et la foule l'a traînée au cœur de la ville. Les gens se sont acharnés devant le Théâtre national à la mettre en morceau.

La police politique les laissait faire?

En 24 heures le régime communiste s'était effondré. La police avait rallié la Révolu-

tion. Mais elle a tout de même tiré sur la foule. En revenant de la destruction de la statue, j'ai vu des cadavres de gens tués. La foule exaltée a porté à travers la ville les corps avec un drapeau tricolore dessus. On ne peut pas faire mieux pour appeler à la Révolution! Il y a eu des combats toute la nuit et la foule a pris les bâtiments de la radio. Le lendemain, les Russes sont intervenus à partir de minuit.

Vous avez pris les armes?

Oui. L'action était spontanée et collective! On a saisi des pièces d'artillerie des Russes et on contrôlait le fameux «centre Corvin» ainsi. J'ai encore une cicatrice de la blessure à la tête et au genou. On n'avait pas d'armes contre les chars. Avec mon cousin et un garçon un peu plus âgé que nous, on a commencé à fabriquer des bouteilles d'essence. On allait dans le cinéma et dans un commerce pour prendre des bouteilles vides qu'on remplissait d'essence. On les allumait par une mèche en chiffon imbibé d'huile et d'essence avant de les lancer sur les chars. Il fallait viser derrière la tourelle où il y avait le refroidissement. Tout s'enflammait. Les soldats sortaient et des tireurs les descendaient.

Vous vous engagez aussi comme étudiant...

J'ai été élu président du Comité provisoire de l'Association nationale des étudiants d'études secondaires en assemblée le 3 novembre. Avec deux membres de notre comité, je devais rencontrer le gouvernement de Nagy le 5, mais on n'a pas pu le faire, car dans la nuit du 3 au 4 novembre, les Russes attaquaient tout le pays. Les jeunes ont continué clandestinement la résistance, la diffusion des tracts, les sabotages jusqu'en 1958! Je les avais déjà quittés.

Pourquoi êtes-vous parti?

Le 17 novembre, la police politique est venue me chercher chez mes parents. Heureusement, je n'étais pas là. Mais cela devenait dangereux. Alors je suis parti avec deux camarades et on a traversé le pays à pied et en train. On a passé la frontière la nuit du 25 au 26 novembre. Puis, nous étions conduits le 17 décembre à Paris où j'ai commencé en 1961 mes études de théologie. En 1965, j'ai quitté Paris pour Strasbourg où j'ai fini mes études. J'ai été pasteur en Alsace durant dix ans avant de partir en Argovie pour dix ans. Je suis venu ensuite en Suisse romande en 1985 et à Romont pendant quatorze ans. TJ